

ANARCHOSYNDICALISME!

2 EUROS N°142 DECEMBRE 2014 JANVIER 2015 ISSN 1240-0009 CCPAP 0916 S 89086

UNE AFFAIRE D'ETAT



/// SIVENS, UNE AFFAIRE D'ETAT : NAPOLEON LE TRES-PETIT /// SOUS LE MASQUE DE LA DEMOCRATIE, LA REALITE CRUE D'UN POUVOIR CRIMINEL /// UNE CHRONOLOGIE LOCALE /// STRATEGIE DE LA TENSION /// TEMOIGNAGE DE CAMILLE, « APPRENTIE MILITANTE » /// LETTRE OUVERTE A LA MERE DE REMI /// VALLS : FAIBLE AVEC LES FORTS, FORT AVEC LES FAIBLES /// LA REPUBLIQUE SE VIT A VISAGE DECOUVERT /// COMMENT DIT-ON « RECIDIVISTE » EN PATOIS ?

/// ZAD : BRETAGNE ; APPEL DU COLLECTIF 29 CONTRE LA REPRESSION POLICIERE /// LYON-GRENOBLE-GAP : ZAD DE ROYBON /// LA FORÊT DE CHAMBARAN EST À TOU-TE-S

/// ENSEIGNEMENT SUPERIEUR - EDUCATION : UNIVERSITE DU MIRAIL : NE M'APPELEZ PLUS JAMAIS JAURÉS /// BOYCOTTONS LES ÉLECTIONS PROFESSIONNELLES DE L'ESR /// À PROPOS DE « L'ENGAGEMENT » LYCEEN

/// REFLEXIONS & DEBATS : MANŒVRES ET BASSES ŒUVRES /// CONTRE L'ANTIRACISME, POUR LA GUERRE DE CLASSE

/// INTERNATIONAL : UNE AMITIE BIEN PARTICULIERE DU ROI JUAN-CARLOS

/// VARIA : IN MEMORIAM ALEXANDRE GROTHENDIEK /// NI PIRLS NI GAZELLES /// NATAIS.

CNT AIT

RESISTANCE POPULAIRE AUTONOME

ANARCHOSYNDICALISME !**CNT/AIT, 7 rue St Rémésy, 31000 TOULOUSE****REPRODUCTION DES ARTICLES**LA REPRODUCTION DE NOS ARTICLES EST LIBRE
SOUS RESERVE D'ÊTRE SUIVIE DE LA MENTION :**Anarchosyndicalisme ! n°142,**
cntaittoulouse.lautre.net(A L'EXCEPTION DES ARTICLES REPRIS POUR
LESQUELS IL FAUT MENTIONNER LA SOURCE
D'ORIGINE : CAS DANS CE N° de la p. 7)**ABONNEZ-VOUS !**

Tarif normal : 10 €

Abonnement de soutien : 20 € ou plus

Chèques à l'ordre de :

CDES - CCP 3 087 21 H Toulouse

A l'adresse : CDES 7, rue St Rémésy,
31000 ToulousePOUR SAVOIR SI VOUS ÊTES À JOUR DE
VOTRE ABONNEMENT :**Le numéro qui figure en bas de la
bande-adresse est le dernier numéro
compris dans votre abonnement. S'il
est inférieur au numéro de publication
qui figure sur la couverture, vous êtes
en retard. N'hésitez pas à nous signa-
ler toute erreur !**POUR TOUT PROBLEME D'ABONNEMENT :
abonnement@cntaittoulouse.lautre.net**Articles et infos en ligne :**

http://

liste.cnt-ait.info (liste de diffusion)

cnt-ait.info (Paris-Nord, très complet)

cnt.ait.caen.free.fr (Ouest, avec forum)

cntaittoulouse.lautre.net (Sud, Midi-Pyrénées)

sia32.lautre.net (Gers, Midi-Pyrénées)

gasycntait89.over-blog.com (Est)

anarsixtrois.unblog.fr/cnt-ait/ (Centre)

Quelques adresses utiles :

Paris-Nord : contact@cnt-ait.info

Lille : cnt.ait.lille@no-log.org

Caen : cnt.ait.caen@free.fr

Puy-de-Dôme : cntait63@gmail.com

Gers : sia32@no-log.org

Toulouse : contact@cntaittoulouse.lautre.net

Quercy :

cnt-ait-quercy-rouergue@mailoo.org

ANARCHOSYNDICALISME ! Organe de l'Union régionale Midi-
Pyrénées de la CNT-AIT - IMP SPE - Édition 3 décembre 2014
Directeur de la publication : Entremond**NAPOLEON LE TRES PETIT**

Nous eûmes tout d'abord Napoléon, un tyran sanglant. Puis nous avons eu Napoléon-le-Petit, mi-pantouflard mi-dictateur. Notre temps est celui de Napoléon-le-Très-Petit, celui d'un autoritarisme « fort avec les faibles, faible avec les forts ».

Le premier eut Madame de Staël et François-René de Chateaubriand pour critiques inspirés. Victor Hugo fustigea Napoléon-le-Petit en des vers magnifiques. Le nôtre, Napoléon-le-Très-Petit, doit se contenter de Valérie Trierweiler qui le ridiculise dans un best-seller devenu maintenant international. On a les critiques que l'on mérite.

C'est que, dans l'histoire « Hollandaise », les batailles d'alcôve opposant des femmes blessées par sa cuistrerie ont remplacé les batailles tout court. On ne regrettera pas la disparition des guerres, mais on aurait pu très bien se passer du machisme baveux de Moi-Président.

Il y a cependant des batailles que Napoléon-le-Très-Petit mène avec obstination. Celles contre les sans-dents par exemples, opprimés un peu plus chaque jour. Ou contre les ouvriers, aux conditions de travail et de vie de plus en plus pénibles. Ou encore contre les zadistes, auxquels il n'hésite pas à faire crever les yeux, éclater le visage, exploser un membre ou arracher la colonne vertébrale, en faisant employer à ces troupes des armes de guerre et avec le mépris le plus total pour les blessés ou le mort.

Ici, un autre rappel historique, bien plus proche, s'impose.

Voici un peu moins de 30 ans, le 6 décembre 1986 précisément, Malik Oussékine était tué par la police. Les plus jeunes des manifestants d'aujourd'hui n'étaient pas encore nés. Jusqu'à Rémi Fraisse, Malik Oussékine a été, en France, le dernier être humain abattu dans une manifestation. A l'époque, c'était celle conte la réforme universitaire dite Devaquet. Les exécutants des basses œuvres ont été deux « voltigeurs » (gang policier légal, qui fonçaient sur les manifestants en moto, l'un pilotant l'engin, l'autre, à l'arrière, muni d'une longue matraque, frappant violemment tout le monde sur son passage).

Malik Oussékine mort, le pouvoir eut l'honnêteté de reconnaître immédiatement qu'il s'agissait d'une bavure policière inadmissible et d'en tirer les conclusions qui s'imposaient : Jacques Chirac (premier ministre) retirait la loi contestée et dissolvait définitivement les voltigeurs. Devaquet, démissionnait. Un des deux policiers était mis à la retraite d'office et condamné à 5 ans de prison (tout de même avec sursis), l'autre déplacé et condamné à 3 ans (avec sursis aussi). Le président de la république (François Mitterrand), accompagné du prix Nobel Elie Wessel se rendaient dans les 48 heures chez les parents de la victime pour leur présenter les condoléances de la Nation.

Quelle différence ! Rémi Fraisse mort, Hollande, Valls, Cazeneuve cachent pendant 48 heures la vérité qu'ils connaissent parfaitement. Valls, Cazeneuve - eux qui reprochent sans cesse à leurs opposants de parler avant que « la justice n'ait fini son travail d'enquête » - déclarent aussitôt d'une seule voix qu'il n'y a pas eu de bavure policière. Ils laissent calomnieusement entendre que, peut-être, Rémi s'est fait sauter tout seul. Ils maintiennent en exercice le gendarme lanceur de la grenade tueuse. Quand au projet de barrage de Sivens, après les tergiversations d'usage pour noyer le poisson, malgré son inutilité manifeste et l'accumulation d'illégalités, il est maintenu. Et Hollande-le-Très-Petit ne daigne pas se déplacer chez les parents de la victime.

Nous ne tenons pas Mitterrand et Chirac pour de « Grands Hommes ». Nous ne croyons d'ailleurs pas aux « Grands Hommes ».

Mais, ce qui est sûr, c'est que s'il n'y a pas de grands hommes, il en existe des petits. Des très petits. Des minables.

SOUS LE MASQUE DE LA DEMOCRATIE, LA REALITE CRUE D'UN POUVOIR CRIMINEL

Moi-Président avait promis de faire de la jeunesse la priorité absolue de son mandat ; deux ans et demi après son élection, le message envoyé à la jeunesse de ce pays est on ne peut plus clair : si vous bougez, on vous tuera.

D'emblée, le pouvoir a choisi la stratégie de la tension pour répondre à l'occupation du site du barrage de Sivens. Les forces de l'ordre ont harcelé continuellement et de façon extrêmement agressive les zadistes et autres opposants, elles ont par ailleurs laissé agir en toute impunité des groupes fascistoïdes.

Le résultat de ce climat de tension est maintenant malheureusement bien connu : la mort de Rémi Fraisse, assassiné à 21 ans. Il participait pour la première fois de sa courte vie à une manifestation. La grenade offensive qui l'a tué lui a entièrement déchiqueté le haut du dos, arrachant en partie la colonne vertébrale. Les gendarmes mobiles ont ensuite traîné son corps sur une quarantaine de mètres, sans doute dans le but de cacher leur forfait. Ce meurtre est particulièrement révoltant.

Durant deux longues journées, le pouvoir socialiste a essayé de nous vendre sa version des faits, en laissant entendre que la mort pourrait être due à l'explosion d'engins incendiaires que le jeune Rémi aurait transporté dans son sac. Puis, tandis que Valls assure les forces de « l'ordre » de son indéfectible soutien, Moi-Président accorde aux malheureux parents quelques mots tardifs d'une compassion simulée.

48 heures, il aura fallu 48 heures au pouvoir pour qu'il avoue son crime, pour qu'il admette, au terme d'une laborieuse enquête, que les traces de TNT découvertes sur le sac de la victime ne pouvaient provenir que d'une grenade gendarmesque. Or, *Médiapart* a révélé que, quasi immédiatement, les gendarmes ont su qu'ils avaient tué et qu'ils en avaient informé tout aussi immédiatement leur hiérarchie, c'est-à-dire Cazeu, Valls et Moi-Président.

Exécutants en uniforme et com-

manditaires en costard-cravate sont parfaitement identifiables, malgré les cagoules des uns et les mensonges des autres. La justice est saisie (pour homicide volontaire) et rendra un jour un verdict. Un jour... Mais on sait déjà que les véritables responsables ne seront nullement inquiétés et que les exécutants bénéficieront de l'infinie clémence des juges. Les responsables n'auront que quelques explications à fournir, qui, pour incohérentes qu'elles soient, satisfèront la justice, même si c'est au prix d'une nouvelle perte de légitimité.

Ce crime, commis en bande organisée, a suscité et suscitera encore bien des réactions de révolte légitime un peu partout en France. Devant une telle meurtrière, face à un tel déchaînement de violences policières, on est en droit de se demander quel est l'enjeu réel de ces conflits é c o l o - giques et pourquoi l'Etat se sent tellement en danger qu'il en vient à tuer.

C'est que les opposants au barrage de Sivens, à l'aéroport de Notre-Dames-Landes, à la ligne Lyon-Turin (la liste n'est pas exhaustive) ont en fait la folle espérance d'entraver la marche en avant vers toujours plus de profit, toujours plus de destruction de la nature. Vellétités insupportables pour un Etat autoritaire, d'autant que ces luttes s'organisent de façon autonome et échappent aux récupérations politiciennes.

Alors qu'on ne l'attendait plus (parce que, dans les usines, elle est systématiquement muselée par les syndicats officiels, et dans les quartiers sensibles neutralisée par le communautarisme sciemment développé par le pouvoir), la lutte des classes revient en force dans les bois : action directe, résistance active, auto-organisation, fonctionnement assembléiste... les outils traditionnels des véritables luttes ouvrières se déploient à nouveau là où le pouvoir ne les attendait pas et démontrent encore une fois leur efficacité.

Car, sans l'occupation directe, immédiate, des sites par les zadistes, ces mirifiques projets de pseudo-aménagement du territoire auraient déjà vu le jour. Et d'autres encore. D'où la hargne de l'Etat et des maîtres-bétonneurs qui trépignent et se lamentent en comptant les sous qu'ils perdent (pots de vin substantiels pour les uns, dividendes et détournements de fonds publics pour les autres). Pour ces tristes sires, le temps c'est de l'argent et les retarder dans leur course au profit et au saccage équivaut à une déclaration de guerre.

Pourquoi ces projets, inutiles, coûteux et imposés arrivent-ils à cristalliser la

révolte et l'exaspération d'une partie de la population, et comment les opposants à ces projets parviennent-ils bon gré, mal gré, à fonctionner ensemble en dépit des différences d'analyses ou de parcours ?

En fait, c'est l'Etat lui-même qui contribue puissamment à fédérer contre lui les opposants : son arrogance, son mépris pour les « administrés » s'affi-



chent ouvertement dans les tactiques et stratégies qu'il met en œuvre à chaque tentative « d'aménagement du territoire » (qu'il faudrait d'ailleurs écrire « déménagement du territoire », tant les destructions sont violentes).

Le mode opératoire est toujours le même : pour préserver les apparences démocratiques et flatter le zèle citoyen, il est d'abord procédé à une « enquête d'utilité publique ». Les citoyens sont invités à s'exprimer librement sur l'utilité du magnifique projet (projet déjà entièrement conçu et qui attend sagement dans les coulisses le feu vert du metteur en scène). Les dossiers à compiler par les « citoyens » en mairie (avec heures d'ouverture imposées) peuvent atteindre des tailles considérables (5 000 pages pour la ligne Lyon-Turin) et nécessitent souvent des connaissances pointues. De plus, l'avis de la population est purement consultatif et n'est jamais pris en considération quand il est négatif. Ainsi, tout récemment, dans le cas du projet d'édification d'un parc de loisirs à Roybon (Isère), les trois commissaires enquêteurs ont rendu un avis défavorable. Le préfet n'en a tenu aucun compte et a maintenu le projet. L'enquête publique a été jetée à la poubelle par ceux-là même qui l'ont commanditée. Point barre.

Le contenu même des dossiers soumis à l'examen consultatif des populations est sujet à caution. Bien souvent, ce sont les bureaux d'études des futurs maîtres d'œuvre qui rédigent « en toute impartialité » les études sur la faisabilité du projet, qui en explorent l'impact écologique... Ainsi, à Sivens, c'est la fameuse *Compagnie d'aménagement des coteaux de Gascogne* qui intervient sur l'analyse des besoins en eau, alors qu'elle sera également maître d'ouvrage. Ce n'est pas une exception : pour l'enquête sur la ligne Lyon-Turin, le cabinet d'études est également maître d'ouvrage (*Lyon-Turin-Ferroviaire*). On n'est jamais aussi bien servi que par soi-même...

Cerise sur le gâteau, les devis de départ, déjà énormes, sont systématiquement dépassés, parfois doublés ou triplés, sans que ceux qui les ont établis aient à en répondre (alors que, légitimement, c'est à eux de payer la différence). Tout le monde le sait, mais les cabinets d'études peuvent continuer en toute

tranquillité à mentir impunément sur le coût réel.

L'incroyable grossièreté de ces procédés ne peut qu'exaspérer une population qui avait peut-être, jusqu'alors, cru en l'existence mythique d'un « Etat de droit ». Les « représentants de l'intérêt général » apparaissent de plus en plus (et à plus en plus de gens) pour ce qu'ils sont réellement : les défenseurs d'intérêts tout à fait particuliers... qui n'oublient pas leurs propres intérêts personnels.

La lente dissipation des « illusions démocratiques » continue avec le vain recours à la justice pour tenter d'entraîner l'avancée de ces mirifiques projets.

La justice, si prompt à condamner lourdement les manifestants, est curieusement toujours très lente à se prononcer sur ces dossiers. En pratique, les bulldozers (qui ne sont pas des engins de course !) s'avèrent toujours plus rapides que la dite justice et les mises en chantier, même quand elles se font dans la plus totale illégalité, se poursuivent sans encombre. Le viol des décisions de justice (lorsqu'elles sont défavorables) s'ajoute à toute cette procédure foireuse. Le barrage de Fourogue, avec les mêmes protagonistes qu'à Sivens (*Conseil général du Tarn, Compagnie d'aménagement des coteaux de Gascogne*) en offre un exemple, si l'on ose écrire, vivant, puisqu'avec 17 ans de la plus totale illégalité, il est toujours là.

A Sivens et ailleurs, ces projets de « déménagement du territoire » permettent donc à tout un chacun d'assister au spectacle peu ragoûtant de l'Etat se dépouillant un à un de ses oripeaux démocratiques pour ne plus garder que la seule tenue qui lui convient vraiment : celle de robocop.

Discrédité par ses manœuvres grossières, tenu en échec par une occupation tenace et une résistance déterminée, à court d'arguments, l'Etat a opté pour une violence systématique et extrêmement agressive à l'égard des occupants des sites. A Sivens en particulier, on a pu assister à la destruction de cabanes, de tentes, d'affaires personnelles, à des coups portés sur des zadistes non violents, à des intimidations et humiliations sans nombre. Tout un chacun peut le vérifier sur les vidéos, comme cette grenade lancée par la police dans la carava-

ne où vivait une jeune femme, la blesant grièvement à la main. Le sommet de la violence étatique a été atteint dans la nuit du 25 au 26 octobre.

Dans une ultime provocation, le lendemain de l'assassinat de Rémi, l'Etat rend publiques les conclusions d'une contre-expertise qui dénonce les très nombreux défauts du projet, qui se prononce défavorablement... tout en affirmant qu'en fin de compte, vu les engagements (le terme « interpénétration » aurait été plus exact) des autorités envers les maîtres d'œuvre et le secteur agricole, ce projet doit aboutir.

Cette reconnaissance tragiquement tardive d'erreurs manifestes est à prendre comme la « phase 2 » d'une manipulation qui vise à scinder le mouvement d'opposition : d'abord l'Etat provoque délibérément les violences ; ensuite, il prétend établir le dialogue en tentant de vendre un barrage plus petit (proposition dérisoire s'il en fût !). Le système concède qu'il peut ainsi se tromper sur le dimensionnement ou l'impact environnemental d'un projet (pour reprendre ses propres termes), mais persiste envers et contre tout à affirmer la nécessité de sa réalisation : la survie de l'économie (locale, régionale, nationale) serait, nous affirme-t-on, à ce prix.

C'est le perpétuel double discours de la propagande étatique qui décrète la planète en danger et avoue en même temps son refus de la sauver, puisque la survie de l'Economie (avec un E majuscule) implique la continuation de la Croissance et de la Production, c'est-à-dire du saccage et du pillage généralisé de la terre. Ces injonctions absurdes, schizophréniques, du type « Nous savons que nous sommes dans l'erreur, mais il n'y a pas d'autre moyen que de continuer sur cette voie, suivez-nous, c'est un ordre ! » ne peuvent plus, à terme, susciter l'enthousiasme des foules. Si beaucoup de personnes restent encore paralysées, tétanisées par la menace de cet avenir cauchemardesque, d'autres ont choisi de refuser la soumission à ce désastre en marche qui s'incarne dans ces grands (ou modestes) « projets de déménagement du territoire ».

Entrés en rébellion, ils cherchent à créer un autre futur en vivant dès maintenant un autre présent.

UNE CHRONOLOGIE LOCALE

Au fil des mois la lutte contre le barrage de Sivens a pris un aspect de plus en plus libertaire, les militants et sympathisants de la CNT-AIT, bien implantés localement, participent aux AG et aux manifestations de la ZAD, notre journal « *Anarchosyndicalisme !* » en rend régulièrement compte depuis le début.

Samedi 25 octobre, une table de presse de la CNT-AIT région MP se tient lors du rassemblement national sur le site du barrage, de nombreux contacts sont pris, 150 journaux sont alors diffusés. Ce bilan est à comparer avec l'accueil réservé aux politiciens gauchistes comme Mélenchon, qui reçoit des œufs pourris...

Le meurtre de Rémi a lieu quelques heures plus tard. Dès le dimanche les premiers rassemblements se déroulent dans différentes petites villes des alentours où d'autres affrontements ont lieu avec la police.

Le lundi 27 octobre à Toulouse, une banderole fait le lien entre le meurtre de Rémi et celui d'autres jeunes abattus par la police. Toute la semaine la colère monte et il s'organise une première manifestation régionale à Toulouse. Cette manifestation est non déclarée et autonome.

Le samedi 1er novembre cette manifestation est sévèrement réprimée par une police en surnombre, soutenue par les mensonges médiatiques et couverte par le silence complet des organisations politiques et syndicales de gauche et d'extrême-gauche. Nous apprenons aussi qu'à Nantes et à Paris, l'Etat s'est permis de réprimer et d'interdire des rassemblements de solidarité.

Le dimanche 2 novembre, devant cette grave situation, les militants de la CNT-AIT de la région se réunissent à Toulouse et décident de faire entendre la voix de notre organisation, le communiqué suivant est rédigé et diffusé :

« CNT-AIT Toulouse, 2 novembre 2014 - Contre les violences policières : la mobilisation ne peut que se développer et s'amplifier.

En 1986, pour briser la révolte de la jeunesse, le gouvernement de droite adoptait la stratégie de la tension. Malik Oussekiine en est mort.

En 2014, le gouvernement de gauche adopte la même stratégie contre les opposants

au barrage du Testet. Rémi Fraisse en est mort.

Hier, samedi 1er novembre, nous avons assisté à Toulouse à la mise en œuvre de cette même stratégie. En hommage à Rémi Fraisse, un rassemblement pacifique de 2 000 personnes place du Capitole a été empêché de manifester dans les rues, pourtant piétonnières, puis volontairement fractionné par un dispositif policier surdimensionné et surarmé qui n'a pas hésité à gazier les nombreux promeneurs. Pourquoi cela ? Pour tenter de retourner la population contre les manifestants. Cette stratégie honteuse est vouée à l'échec

A i n s i aujourd'hui, plus de 3 000 personnes se sont réunies au Testet, en hommage à Rémi et pour protester contre les violences policières. Soulignons que, comme il n'y avait aucun képi à l'horizon, tout s'est déroulé sans aucun incident.

Face aux atteintes aux libertés fondamentales, face à l'Etat qui nous méprise, face aux médias qui nous mentent, la mobilisation populaire ne peut que se développer et s'amplifier.»

Le samedi 8 novembre, un nouveau rassemblement est interdit par la préfecture, celle-ci enferme les manifestants dans un piège. Des militants de la CNT-AIT à visage découvert, participent publiquement à évacuer les manifestants gazés par la police.

« Communiqué CNT-AIT Toulouse, 09 Novembre 2014

Par communiqué du 2 novembre 2014 nous avons fait le constat de la mise en œuvre par le gouvernement et sa police de la stratégie de la tension. Samedi 8 novembre, l'interdiction de la manifestation toulousaine en hommage à Rémi Fraisse et contre les violences policières a participé de la même stratégie. Malgré

tout le dispositif de répression mis en place, ce sont près de 2 000 personnes qui n'ont pas hésité à braver l'interdiction de l'État (responsable direct de la mort de Rémi). L'État, à la fois juge et partie, était à ce titre, totalement illégitime à interdire cette manifestation.

Comme la semaine dernière, la manifestation a démarré dans le calme ; comme la semaine dernière la violence est venue de la police. Comme la semaine dernière, les provocations policières ont précédé les mensonges des médias.

Face aux atteintes aux libertés fondamentales, face à l'État qui nous méprise, face aux médias qui nous mentent, la mobilisation populaire continuera de se développer et s'amplifier.

Libérez nos camarades. Justice pour Rémi. Justice pour tous.»



A partir du 12 novembre, 3500 de « *Un autre futur* », consacré à Sivens, sont diffusés dans la région.

Le 15 novembre, journée nationale d'action des syndicats contre l'austérité. Nous décidons d'y

organiser un cortège anarchosyndicaliste avec nos drapeaux, pour dénoncer les violences policières. Nous pensions – certainement naïvement – y trouver des militants de la FAU (section allemande de l'AIT), qui étaient en réunion à Toulouse dans les locaux de SUD, cela ne fut pas le cas. D'ailleurs, depuis le début nous n'avons vu aucune organisation libertaire apparaître dans le mouvement.

Le 18 Novembre, diffusion d'un troisième communiqué largement partagé dans les réseaux sociaux dénonçant une tentative de manipulation.

« CNT-AIT Toulouse 18 novembre - Communiqué concernant la journée du 22 novembre

Il a fallu attendre un mois pour que les organisations syndicales et politiques de gauche appellent à un rassemblement contre les violences policières et le meurtre de Rémi.

Non contents d'être en retard sur les événements, ils sont aussi à côté de la plaque. En effet, alors qu'une manif était prévue de longue date dans l'après midi du 22 novembre par l'ensemble du mouvement, ils appellent à une manif le matin du même jour.

Leur objectif est clairement de casser une dynamique en divisant les participants. Cette manœuvre de division est d'autant plus honteuse et scandaleuse qu'ils affirment dans leur communiqué que eux seront pacifiques, ce qui laisse entendre que ceux qui ont manifesté et manifesteront en dehors de leurs rangs ne le sont pas.

Prétendant manifester contre les violences et les provocations policières et désignant tous ceux qui jusqu'ici se sont mobilisés sans eux, ils finissent par cautionner en réalité le discours manipulateur, répressif et criminel de l'Etat. La CNT-AIT reste solidaire du mouvement auto-organisé !»

Le 22 novembre la manifestation autorisée des politiciens et des syndicaux, bien que favorisée par les « médias » est un échec plutôt cuisant. A grande peine 400 personnes sont réunies. Notons qu'ailleurs (c'est-à-dire dans toute la France), ces mêmes organisations ne daignent pas organiser le moindre manifestation. L'après midi, 3 000 personnes manifestent en toute autonomie. Nous tirons le bilan suivant :

« CNT-AIT, Toulouse 22 novembre 2014 -Plus nombreux

Encore plus nombreux que lors des deux dernières manifestations contre les violences policières, ce sont plus de 3 000 personnes qui aujourd'hui ont démontré de façon autonome qu'elles n'avaient plus peur de la stratégie de la tension de l'Etat et de sa terreur médiatique.

Le 2 novembre dernier, nous affirmions que cette stratégie de la tension menée par l'Etat ne pouvait qu'amplifier la mobilisation populaire. A entendre la colère de la population qui s'élevait dans les rues de la ville à la vue d'un dispositif de répression extrêmement coûteux (hélicoptère, canon à eau, 500 policiers mobilisés...), qui est évalué à un coût de 1,5 millions d'euros pour un mois de manifestation à Toulouse, devant la fermeture scandaleuse des transports en commun, face au gazage des habitants de Saint-Cyprien et de la clinique des Teinturiers, nous réaffirmons que tant que justice ne sera pas rendue à toutes les victimes de cette répression étatique, cette mobilisation populaire et autonome ne pourra que s'amplifier.

STRATÉGIE DE LA TENSION

Stratégie de la tension, c'est la méthode qu'a choisi l'Etat pour déprécier le mouvement social autour du barrage de Sivens et de la mort de Rémi Fraisse.

La méthode n'est pas nouvelle : c'est celle mise en œuvre en Italie pendant les années dites de plomb (fin des années soixante - début des années 80). Le pouvoir (italien, appuyé par les USA et autres lobbys capitalistes) craignait que le pays invente et mette en place une forme de socialisme réel. Cette crainte était fondée : le mouvement social était très fort. Pour l'abattre, le pouvoir mit en œuvre, délibérément, un climat de violence... et une répression tout aussi violente. Mais, si les attentats sanglants furent réalisés par des groupes paramilitaires d'extrême-droite *1, la répression s'abattit immédiatement sur le mouvement anarchiste ! Evidemment, le mot « anarchiste », brandi par le pouvoir comme un épouvantail, venait ajouter une touche à la peur légitime créée par les attentats*2.

Sans atteindre, à ce jour, la gravité italienne, la stratégie de la tension est parfaitement reconnaissable dans la façon dont le pouvoir mène la guerre à Sivens : un harcèlement de tous les jours, allant crescendo, jusqu'à une première mort d'homme.

C'est en effet depuis plusieurs mois – pratiquement depuis le début - que les opposants au barrage de Sivens subissent les agressions policières à tout moment du jour et de la nuit :

tirs de grenades offensives, bombardements de gaz lacrymogènes depuis des hélicoptères, grenades lacrymogènes sciemment lancées à l'intérieur des habitations. Ces agressions ne sont pas les seules. L'Etat pousse à l'action – en les laissant faire et en les assurant tacitement d'une totale impunité - : des groupes fascistoïdes composés en particulier de riches propriétaires terriens et de chasseurs. Un peu de réflexion aurait montré à ces derniers que la destruction de la forêt est également une destruction de leurs terrains de chasse. Mais ne leur en demandons pas tant.

C'est cette même stratégie immonde que l'Etat a décidé de conduire face à l'élan de protestation qui a suivi le meurtre de Rémi. Plutôt que d'admettre sa responsabilité, il a persisté dans sa brutalité et sa violence. Dans toutes les villes où il y a eu des manifestations de protestation (Nantes, Rennes, Paris, Toulouse, Brest...) on a pu constater un déploiement colossal de compagnies de CRS et de gendarmes mobiles et l'utilisation d'un matériel disproportionné, suivant les cas : hélicoptères volant à basse altitude, canons à eau, blocage par des grilles de nombreuses rues (et donc, impossibilité de circuler pour « tout le monde »)... Sans compter les pressions sur les commerçants pour qu'ils baissent leur rideau de fer, les bombardement des manifestants par des lacrymogènes avant que la moindre « violence » n'ait été commise... mais aussi des grenades habilement lancées sur de simples promeneurs (dont des familles avec enfants), des vitrines cassées par des sbires, des médias « prévenant » dès la veille des manif que cela allait « être très chaud » et publiant immédiatement après des papiers manifestement écrits à l'avance et qui dégagent une vieille odeur de préfecture.

L'objectif, l'unique objectif, de cette politique menée avec une constance coupable est simple : faire peur à la population. C'est donc bien de stratégie de la tension qu'il s'agit.

_1.- Il est à noter que si les premiers attentats ont été le fait de l'extrême-droite téléguidée par le pouvoir, des mouvements de type maoïste, plus ou moins infiltrés, se sont ensuite lancés eux-mêmes dans ce type d'action. _2.- Le premier attentat, celui de la Piazza Fontana (1969), réalisé par des néo-fascistes est immédiatement mis sur le dos des anarchistes. 400 compagnons sont arrêtés. Notre compagnon Pinelli est balancé d'une fenêtre du 4e étage du commissariat de Milan. Il meurt sur le coup. Valpreda fait des années de prison avant d'être innocenté. La CNT-AIT crée immédiatement un « Comité Italie » implanté à Toulouse dans le silence étourdissant des anarchistes célèbres de l'époque (Ferré, Brassens...).

TEMOIGNAGE DE CAMILLE, « APPRENTIE MILITANTE »

Nous reprenons l'essentiel du témoignage d'une jeune zadiste, publiée par le site des « Enragé-e-s », particulièrement intéressant parce que révélateur d'une évolution individuelle qui est en fait celle de beaucoup de personnes. Les questions sont celles des enragé-e-s, les réponses celles de Camille.

Référence : <http://www.lesenrages.antifa-net.fr/category/lesenrages/>

Dans quel état d'esprit es-tu allé la première fois au Testet ? Tu savais à peu près à quoi t'attendre, même si tu as déjà l'expérience des lieux autogérés ?

J'y suis allé un peu angoissée, je ne savais pas trop à quoi m'attendre en fait. Je ne savais rien du mode de fonctionnement d'une ZAD, ni des groupes d'affinité. Je ne savais pas quand ni comment les gendarmes mobiles se comportaient avec les zadistes (j'avais vu quelques vidéos, mais devant un écran on a du mal à se rendre compte de la violence...)

Une fois sur place, comment tes peurs ont pu se dissiper ? As-tu immédiatement rencontré ce sentiment de solidarité dans la lutte qu'il n'est possible de trouver quasiment dans aucune autre circonstance ?

Elles ne se sont pas dissipées, pas tout de suite. Je suis arrivée un samedi et la veille un groupe de 60 pro-barrage avaient attaqué le camp ; on a passé la nuit à monter la garde.

Mais dès le lendemain je me suis sentie beaucoup plus rassurée, j'ai très vite discuté avec tout le monde. C'est des gens très accueillants. Très solidaires. Chacun est prêt à aider les autres. Mes voisins de tente m'ont réveillée pour m'offrir un café. Ça m'a étonnée, cette gentillesse gratuite. C'est vrai qu'on en perd l'habitude dans notre société.

Plusieurs zadistes nous ont écrit pour nous dire, bien qu'ayant été entouré-e-s de gendarmes de toutes parts, qu'ils n'avaient jamais connu un tel sentiment de liberté. Est-ce que cet état d'esprit partagé a pu profondément modifier certaines de tes certitudes ?

C'est exactement ça, la ZAD est un peu comme une zone de non-droit, un endroit au dessus des lois, de l'État, du système. Moi ça m'a redonné espoir. Je ne me suis jamais autant sentie à ma place qu'au Testet. C'est un petit peu comme s'ils m'avaient redonné foi en l'humanité.

Sans chef, c'est le bordel ou tout simplement le pied ?

C'est le pied. Carrément. C'est un beau bordel organisé. Je ne dis pas que c'est un système parfait, mais c'est le plus harmonieux pour moi. On apprend tous les jours quelque chose, on partage, on échange. J'espère que ce

mode de vie s'étendra.

Dans quel état d'esprit étaient les zadistes la semaine qui a précédé la nuit où Rémi a été assassiné. (...)

La semaine avant était relativement calme, du moins pas plus violente que d'habitude. On s'occupait surtout de l'organisation du festival. Les travaux continuaient à côté, mais des vigiles étaient présents 24/24 sur la zone (ce n'était pas le cas avant). C'était un peu plus tendu que d'habitude oui. Ils avaient un énorme projecteur qui nous éclairait parfois au milieu de la nuit, mais avec un laser on leur répondait, c'était presque un jeu.

Comment la nouvelle de la découverte d'un corps s'est-elle répandue sur le camp ? Tu as été au courant à quelle heure le dimanche ?

Je me suis doutée que quelque chose de grave était arrivé vers 7 h du matin, quand les copains de mon camp m'ont réveillée. Vers 9 h, quand la confirmation est arrivée, tout le monde a su. Une assemblée s'est vite organisée pour en parler. Je dormais au moment du meurtre, j'avais passé la journée à faire la



LA FORÊT DE SIVENS DÉVASTÉE

médic au front.

Quel était l'état d'esprit général au moment de l'AG ?

La plupart des gens étaient choqués, on n'y croyait pas. Ça a été très difficile de décider du comportement à adopter, certains regards cherchaient du réconfort, d'autres une explication.

As-tu senti de la résignation à ce moment-là ?

Non, on se sentait abattu, mais on était loin de l'être. Personne ne l'a dit, mais je crois que ce jour-là, on a tous compris que c'était bien plus qu'une histoire de barrage...

Vous avez compris qu'il y a derrière cette lutte des enjeux bien supé-

rieurs ?

Moi, petite apprentie militante, j'ai compris ce jour-là oui. On ne se battait pas seulement pour sauver une zone humide, mais pour sauver les gens de cet État assassin ! Je savais qu'une telle lutte arriverait, mais pas si tôt. La mort de Rémi a précipité les choses.

Au niveau de tes réflexions politiques personnelles, penses-tu que le fait de t'impliquer de près dans ces événements, de faire l'expérience par le réel de la lutte solidaire, d'être baignée dans une forme de bouillonnement d'idées, a pu produire chez toi une forme d'accélération de l'évolution de celles-ci ? (...)

Clairement, mes réflexions sont devenues des idées. Je me suis un peu radicalisée aussi. Être sur la zone, vivre l'oppression, ça m'a enragée. Et avec la rage, mes positions politiques se sont enracinées. Puis j'y ai rencontré des gens qui avaient les mêmes idées que moi, ce qui n'était pratiquement jamais arrivé auparavant. En arrivant à la ZAD, j'avais déjà des idées très arrêtées. Mais j'en étais encore au stade de la réflexion.

L'autogestion, la vie en communauté, c'étaient des expériences que j'avais envie de tester et mettre en application, ce qui pour moi relevait de l'utopie, ça fait du bien, ça consolide les idées. J'ai vu que ce mode de vie que le système combat est certainement le plus sain.

Politiquement parlant, là-bas, c'est l'Anarchie. J'ai remarqué que pour le sens commun ça sonne comme une insulte. C'est tout le contraire. Une anarchie qui fonctionne sera toujours 100 fois mieux que la plus rodée des « démocraties » actuelles. Bon, tout le monde n'est pas anarchiste sur le camp, bien sûr. Mais peu importe les idées, encartés ou pas, on se tolère et on tombe même souvent d'accord. L'expérience de la ZAD renforce les idées, les approfondit et rassemble les gens malgré leurs différences.

En conclusion, tu aurais un message à faire passer aux abonné-e-s de la page des Enragés ?

Pour les enragé-e-s qui peuvent se déplacer : allez sur les ZAD, il s'en monte un peu aux quatre coins de la France, juste y faire un tour au moins. Allez découvrir par vous-même. C'est une expérience intéressante et qui remet les idées en place. Et pour ceux qui peuvent se déplacer jusqu'au Testet, du 24 au 30, c'est « Sème ta ZAD » ! On va remettre la zone en état, replanter, et construire des cabanes qui tiennent la route pour les copains qui vont passer l'hiver sur place. J'y serai et si vous venez, j'vous fais un bison.

Lettre ouverte à la mère de Rémi

Madame.
MÀ l'heure où à Paris on condamne les manifestations violentes et où on loue les sit-in pacifiques, je vous écris cette lettre.

J'ai perdu mon frère dans des conditions très proches de celles dans lesquelles vous avez perdu votre fils. Mon frère qui prenait tant soin de ma mère nous a quittés, il ne reviendra plus. La perte de mon frère était sur le coup une douleur immense que je ressens à chaque fois que l'État assassine à nouveau.

« Là où croît le danger croît aussi ce qui sauve » disait quelqu'un. À chaque fois que l'État assassine on a aussi l'occasion de l'arrêter, de le contraindre à changer et de rendre la dignité perdue à tous les autres.

Par la mort de Rémi se noue beaucoup plus que l'histoire d'une vie, il se noue notre vie à tous, individuellement et collectivement. La criminalisation qui a été opérée est terrible, ça a été la même chose pour nous. J'ai compris plus tard qu'elle était voulue. Je ne voulais qu'une chose, que la Justice fasse la vérité et rende la dignité que méritait mon frère, dans le calme, et que cette histoire profite à tous, à nous les gouvernés pour mieux nous aimer et à la police pour la réconcilier avec la nation. Je pensais que la police ne pouvait accepter dans ses rangs des assassins, je ne la connaissais à l'époque pas assez. Je me trompais. Les quartiers ont brûlé, on a appelé au calme : chaque voiture ou chaque poubelle brûlée était vécue comme une insulte, comme une épine en plein cœur, une épine sur laquelle on appuyait.

Puis le temps est passé, on nous a promis la vérité, mais on n'a eu que des mensonges, que des fausses promesses, comme tant d'autres avant nous. On nous avait prévenus, mais on n'y croyait pas.

François Hollande, lui-même, avait pris ma mère dans ses bras et lui avait promis qu'il nous aiderait à faire la lumière sur la mort de son fils. Sans la justice et la vérité, on vivait le temps qui passait comme une condamnation. Nous étions toujours en prison, à suffoquer et à appeler la Justice à l'aide.

Et puis on a compris que notre cas n'était pas isolé, que tant d'autres

familles vivaient et vivent la même chose. Il y a tant d'humiliations et de mutilations commises consciemment par la police et couvertes par la justice, tant ! On a aussi découvert la manière de penser des policiers, ça fait froid dans le dos. Voici un exemple : mercredi dernier, suite à la manifestation parisienne, un des policiers m'a dit « 1-0 » devant ses autres collègues au commissariat, qui ricanaient lorsqu'ils me voyaient arborer le tee-shirt « *Urgence Notre Police Assassine* ». Aucun ne l'a repris, aucun... Des exemples de ce genre, tant de Français en vivent quotidiennement, ils n'en peuvent plus de cette police et n'en voient pas le bout.

Je comprends l'appel au calme, on l'a également fait. Comprenez également que de nombreuses personnes ne croient plus en ce système qui donne une impunité de facto à la police. Comprenez que l'on ne peut concevoir la non violence qu'à condition de supposer que le camp d'en face est capable de se remettre en cause : ils en sont humainement incapables, parce qu'ils considèrent que remettre en cause la police, ce serait remettre en cause l'État. Depuis 40 ans, la police tue impunément, à répétition. Depuis 40 ans, on assiste à la même démarche pour noyer les meurtres de l'État, malgré les vidéos, les témoins, les évidences. Depuis 40 ans, il y a des sit-in, des manifestations, des livres, des prises de positions d'hommes politiques, des tribunes adressées au ministre de l'intérieur. Depuis 40 ans, ça ne fonctionne pas.

Voici comment ça se passe : dépêche AFP, mensonge du procureur, enquête de mauvaise qualité et tronquée pour aboutir à une condamnation ridicule après de nombreuses années, voire à une absence de condamnation. Le pire, c'est que ceux qui vont enterrer l'affaire auront des promotions et ceux qui ont tué nos frères, nos fils ou amis, eux seront traités comme des champions par leurs collègues. Telle est la réalité que vous vivrez vous aussi.

Manuel Valls dit que les violences sont des insultes à la mémoire de Rémi,

mais sachez que Manuel Valls, par son inaction à combattre l'impunité policière, est le premier meurtrier de votre fils. Il est venu à Clermont-Ferrand une semaine avant le rendu du rapport de contre-autopsie bidon dont il connaissait les aboutissants, et il n'a parlé de l'affaire que pour mieux condamner les violences de ceux que la mise à mort de mon frère révoltait.

Madame, les gens se battent pour Rémi, pour leur dignité et pour leurs idéaux. Ils se battent pour vous, pour nous tous, pour que la fraternité soit effective. Ceux qui se battent connaissent assez la malveillance de nos gouvernants pour comprendre qu'on tente de nous faire croire que nous sommes dans un État de droit, alors que nous sommes dans un État de devoir. L'État ne respecte pas la loi qu'il demande qu'on respecte. Il se joue de notre corps, de notre confiance, de notre argent et de notre dignité. Il nous demande d'être à genoux, c'est un impératif catégorique.

Je vous ai écrit cette lettre à vous comme à tous ceux qui me liront pour vous faire savoir que je comprends aujourd'hui plus que jamais combien la non violence dans les affaires de crimes d'État a ses limites. La non violence, par son impuissance, est parfois plus condamnable, plus meurtrière que la violence elle-même. Les gens qui nous gouvernent sont malveillants, arrivistes, sadiques et récidivistes. Ils doivent partir par tous les moyens nécessaires.

Farid El Yamni, frère de Wissam El Yamni, assassiné par la police le 1er janvier 2012 à Clermont Ferrand.



BRETAGNE

Appel du Collectif 29 contre la répression policière

Loin d'être une exception, la mort de Rémi Fraisse s'ajoute à la liste déjà longue des victimes de la répression policière : Malik Oussekiné tué lors d'une manifestation en 1986, Wissam El Yamni tabassé à mort par des policiers le 9 janvier 2012, Amine Bentounsi tué d'une balle dans le dos à Noisy-Le-Sec, Abdelhak Goradia tué lors d'une reconduite à la frontière en août 2014...

La répression à laquelle ont dû faire face les opposant-es au barrage de Sivens n'est pas isolée.

De nombreux-ses manifestant-es sont gravement blessés et mutilés par les forces de « l'ordre » dans le cadre de luttes légitimes, des dizaines de syndicalistes sont poursuivis suite à des grèves.

C'est par peur de voir se multiplier les résistances et les alternatives que le gouvernement crée un climat de violences et de criminalisation des mouvements sociaux et écologiques. Un jeune de 21 ans est mort, tué par la police, tandis que médias et gouvernement nous font croire que ce sont les manifestant-es qui sont violents.

Cette violence répressive qui ne vise qu'à défendre la loi du profit ne doit pas rester sans réaction. Partout en France exigeons :

↳ l'arrêt immédiat de toutes les poursuites judiciaires à l'encontre des personnes ayant participé aux manifestations des dernières semaines, mais aussi aux manifestations de soutien aux ZAD de Notre-Dame-des-Landes et de celle du Testet

↳ l'amnistie pour toutes les personnes condamnées.

↳ la libération des camarades emprisonnés, notamment Enguerrand, en grève de la faim et maintenu arbitrairement en détention par le procureur de Nantes.

Partout en France organisons-nous pour lutter contre toutes les violences policières, dans les villes, les quartiers, les facs, les ZAD !

Partout en France, bloquons les usi-

nes qui fabriquent les armes qui blessent, mutilent et tuent. Ces usines sont complices et actrices de la violence d'Etat.

A Pont-de-Buis dans le Finistère, l'usine Nobelsport fabrique des grenades, lacrymogènes et flash-balls qu'elle vend à l'armée et à la police.

Le mercredi 3 décembre, rendez-vous à Pont-de-Buis, à partir de 10h devant l'espace François Mitterrand pour une manif et un blocage de l'usine Nobelsport. *(Pour un départ de Brest en covoiturage, RDV à 9 h à l'entrée du parking de Kerfaustras.)*

LYON-GRENOBLE-GAP ZAD de Roybon

Une nouvelle ZAD est en train de voir le jour, cette fois ci dans la région de Lyon-Grenoble-Gap, en Isère, plus exactement à Roybon.

Le projet de « Center parcs » fait en l'objet d'une contestation grandissante. Et on comprend pourquoi : il consiste à construire un lieu « tropical » qui permettra aux touristes de venir avoir l'impression de se faire bronzer les miches... au beau milieu des Alpes.

ET POURQUOI PAS UNE STATION DE SKI AU COEUR DU SAHARA ?

Pour dépasser un tel niveau de ridicule, il ne restera plus à Pierre et Vacances qu'à implanter une station de ski au milieu du Sahara ! Remarquons que pour cacher le côté minable du projet, une dénomination en anglais (Center Parcs) était indispensable. C'est plus « vendeur » que la même chose en français, car la traduction n'est pas glorieuse. On hésite entre « les parcs du centre » (du centre de quoi ?) ou « le centre des parcs » (encore plus c...).

Ce projet de Center Parcs et sa contestation ne sont pas nouveaux (déjà plus de 5 ans de lutte) mais la seconde s'amplifie et commence à prendre des allures de ZAD. Ce 30 novembre 2014 de très nombreux manifestants se sont réunis sur le site pour faire entendre leur voix et sauver la forêt sauvage de Chambaran.

Comme partout, les petits potentats locaux s'assoient sur les avis qui leur déplaisent, même quand ils émanent de structures étatiques ad hoc. A Roybon,

l'enquête d'utilité publique s'est conclue par une déclaration unanime d'inutilité. Et alors, que croyez vous qu'il se passe : la même chose que si elle avait conclu dans l'autre sens. Les travaux de destruction continuent.

Comme partout, les « z'élus » sont complices et relayent les arguments du chantage à l'emploi tout en distribuant les millions d'euros au projet.

Pour ce qui est des emplois, ils seront bien évidemment précaires et mal payés : beaucoup de contrats à temps partiels et pour les temps pleins : conditions de travail déplorables, dans la norme du travail dans l'hôtellerie et les services d'aujourd'hui (flexibilité, salaires rachitiques, journées coupées...).

Les subventions publiques pour le projet, elles, sont bien grasses et s'élèvent à 15 millions d'euros, car il est nécessaire de construire moult routes et systèmes d'assainissement afin de rendre ce lieu sauvage habitable par des touristes, et tout cela a un coût. Il sera payé par les contribuables, et les propriétaires du parc empocheront les bénéfices.

Le but de Center Parc est de maintenir, sous une bulle géante, la température à 29 degrés en permanence, tout cela accompagné de bains chauds.

On peut se demander comment de tels projets peuvent être imaginés dans le contexte de crise économique et écologique actuel : il faut énormément d'énergie pour arriver à 29 degrés au cœur des Alpes, une des zones les plus froides de France, et ça coûte cher tant en argent qu'en retombées écologiques.

En ces temps de crise ou, quand tu oses crier un peu trop fort ton opposition au terrorisme capitaliste, on t'envoie des hordes de flics pour t'arracher un œil ou la colonne vertébrale, nous avons au moins une satisfaction : celle de constater que la « récompense » des classes moyennes qui jouent le jeu est totalement dérisoire et plutôt déprimante pour elles : au lieu d'un voyage dans les tropiques qui les fait tant baver d'envie, ces pauvres types et leurs familles cucuteuse en sont réduits à se réfugier dans une bulle de plastique, pour se baigner dans une « nature » totalement artificielle. Et en plus, ils vont payer pour ça !

COMMUNIQUÉ : LA FORÊT DE CHAMBARAN EST À TOU-TE-S

Dimanche 30 novembre, nous nous sommes retrouvé-e-s à plus d'un millier de personnes à Roybon (Isère) pour nous opposer au projet de Center Parcs et nous réapproprier la forêt des Chambaran, volée par Pierre & Vacances (30 centimes le m² !). En traversant le site du chantier, nous avons montré que cette forêt est à tou-te-s, et nous avons constaté qu'elle est aujourd'hui détruite à toute vitesse pour un projet qui, en plus d'être inutile, se réali-

se sur argent public dans un déni démocratique ahurissant (cf. résultats de l'enquête publique). Notre promenade s'est achevée à la maison forestière de « la Marquise », propriété abandonnée de l'ONF, que nous occupons massivement à partir d'aujourd'hui et jusqu'à l'abandon définitif du projet de Center Parcs. Cette maison nous servira de base arrière pour organiser notre lutte pour une forêt sans Center Parcs. Cette lutte est la

sœur d'autres mobilisations et l'occasion de montrer que d'autres mondes sont possibles et existent déjà. Nous appelons toutes celles et ceux qui le souhaitent à nous rejoindre : pour une nuit ou pour la vie, une lutte sur place ou à emporter, chacun selon ses moyens.

Ce n'est que le début. ZAD partout ! Pierre, les vacances sont finies !

1 décembre 2014



UNIVERSITE DU MIRAIL

NE M'APPELEZ PLUS JAMAIS JAURÉS

Notre fac, Toulouse-le-Mirail, s'est rebaptisée. Elle se fait maintenant appeler « Jean Jaurès ». Au vu des actes qui viennent d'y être posés par la direction, elle aurait plutôt dû se placer sous le parrainage de George Orwell et graver sur ses murs « 1984 » ou « Novlangue ». Et, si elle tenait vraiment à la référence qui est maintenant la sienne, le nom de « Raoul Villain » aurait été plus approprié.

Nul d'entre-nous n'avait l'habitude de voir évoluer des vigiles privés en grand nombre pendant la journée, même si la nuit ils avaient seuls, depuis longtemps, la charge de surveiller les locaux. Néanmoins, progressivement, et singulièrement depuis les dernières grèves estudiantines contre la LRU, la direction a pris l'habitude coupable de faire appel à des boîtes privées et de s'offrir des « renforts » de vigiles.

Jusqu'au lundi 24 novembre - nuit tragique, on le verra plus loin - ces supplétifs restaient plutôt discrets. Le mardi 25 au matin ils étaient en nombre. Tous bottés de cuir, gantés et sanglés dans de noirs uniformes. Leur parade rappelait à certains d'entre-nous de bien tristes périodes. Quand au vocable "SECURITE", imprimé en gros caractères sur leur tenue de combat, il constitue un exemple significatif de l'usage que tous les pouvoirs font de la « novlangue », celui de la fac étant en passe de devenir maître en la matière.

MACHISME INTOLERABLE

Ces mercenaires évoluaient d'un côté à l'autre, par escouades de 8 ou 10, l'air belliqueux. On lisait sur leurs visages une envie d'en découdre, on sentait

à leur allure qu'ils étaient venus pour cela.

Virilité, muscles qu'on gonfle, tête altière, os des mains qu'on fait craquer avec un sourire narquois, tenues de combat, chiens agressifs... jamais un machisme aussi affiché, aussi assumé, aussi virulent ne s'était déployé dans notre communauté universitaire, jamais la force physique n'avait tant pris le pas sur la controverse. Jamais nous n'avions été soumis, contre notre gré, à un spectacle aussi intolérable.

Rien ne peut justifier un tel recours à la force. Même si depuis quelques semaines, la fac connaît quelque ébullition, à dire vrai bien modeste. Même si ce mardi était doublement jour d'élections (au CROUS d'une part, au SCASC - les œuvres sociales du personnel de la fac - de l'autre), d'autant que l'indigence des enjeux est connue de tous.

La posture inadmissible de ceux qui, en principe, devraient défendre bec et ongles les franchises universitaires, est l'expression d'un autoritarisme désastreux. Nos « responsables » en sont venus à ne tolérer aucune contestation, aucune critique.

Que des étudiants réclament plus de

moyens pour l'enseignement supérieur leur est totalement insupportable (il est vrai que ce sont leurs copains qui nous gouvernent), qu'ils dénoncent le meurtre affreux du jeune Fraisse ainsi que les violences policières leur est incompréhensible.

ILS ONT LACHE LES CHIENS !

Mardi matin nous avons appris que la présidence avait non seulement fait appel à des vigiles mais qu'elle avait également engagé des chiens policiers. Lesquels (les hommes comme les chiens) se sont comportés dans la nuit de lundi à mardi en véritable milice privée, provoquant les étudiants grévistes qui dormaient sur place, menant contre eux de violents coups de main, allant jusqu'à leur jeter à la tête des tables et des chaises. Et n'hésitant pas à lâcher les chiens. Sans muselière. D'où on peut conclure que l'intention était bien de blesser. Mission « réussie » : un étudiant a été gravement mordu.

Cette violence (qu'on ne saurait qualifier de gratuite, puisque la présidence paye au prix fort ces vigiles) était tellement ignoble, tellement écœurante, que plusieurs membres du personnel ont eu le courage de se retirer et de refuser de continuer à participer aux agressions sauvages manifestement prévues pour le mardi. Honneur leur soit rendu.

Selon le modèle de Valls, véritable maître à penser de la réaction « de gôche », la présidence a bien été obligée de reconnaître la gravité de la situation,

mais au lieu d'assumer la responsabilité politique et morale qui est la sienne, elle a tenté d'en faire porter la responsabilité aux étudiants grévistes. Les syndicats n'ont rien dit. Il y a pourtant tant à dire...

Les étudiants de Jean Jaurès viennent de découvrir certainement une des faces sombres de la société dans laquelle on veut les faire vivre sous le doux nom de démocratie. Ils sauront désormais que, quand ils acquittent leurs droits universitaires, ils payent les chiens chargés de les mordre. Il y a maintenant au moins une université où ça se passe comme ça. La communauté universitaire internationale doit le savoir. Ce n'est probablement pas ça qui va nous faire « monter » dans le fameux « Shanghai »*1

JAURES AURAIT EU HONTE

Oui, Jaurès aurait eu honte qu'on associe son nom à de tels agissements.

J'entends d'ici le murmure réprobateur de ceux qui me reprocheront de « faire parler un mort ». Mais je ne fait pas parler Jaurès. Bon lecteur de son œuvre, je reprends simplement mes notes. Que ce soit dans « *L'armée nouvelle* », « *Études socialistes* », « *Vers la république sociale* », « *Les Deux Méthodes* » et cents autres livres, brochures, articles ou discours, une chose est sûre : jamais au grand jamais je n'ai lu dans Jaurès qu'il préconisait qu'on lâchât des chiens sur des manifestants.

L'œuvre de Jaurès est à l'inverse pleine d'humanité, de tolérance.

Chers collègues, si vous vous donniez la peine de lire (ou de relire, pour ceux qui ont encore un vernis de cet humanisme érudit devenu si rare dans nos milieux), ses discours à la jeunesse, vous pourriez peut-être vous reconnaître dans celui d'Albi («... *parmi ceux qui font profession de défendre le monde moderne, de continuer la tradition de la Révolution, la plupart désavouent ... la démocratie.* ») et vous apprendriez, dans celui de Toulouse, qu'il pressait la jeunesse de préserver sa liberté, de rester elle-même, de vivre pour autrui (Rémi Fraisse a-t-il fait autre chose ?), de se créer des « *individualités énergiques et résistantes* » qui sachent résister aux dérives des institutions et qui y fassent passer « *la liberté et la fierté de vos âmes.* »

Ainsi parlait Jaurès. Les étudiants grévistes l'ont compris, pas vous.

_1.- Classement international des universités dans lequel la fac du Mirail ne figure même pas. On peut penser de ce classement ce qu'on en veut (et personnellement, j'en pense beaucoup de mal) mais je suis sûr que nos « élites » dirigeantes, si elles font parfois mine de le critiquer, bavent d'envie d'y entrer. Pas de chance pour elles : les interventions canines et autres morsures ne sont pas prises en compte dans les critères retenus : ça nous enlève beaucoup de chances de figurer un jour au palmarès.

NON A LA CO-GESTION DES POLITIQUES CAPITALISTES BOYCOTTONS LES ÉLECTIONS PROFESSIONNELLES DE L'ESR

La participation des syndicats censés représenter les personnels de l'ESR dans les organes consultatifs (Comité Technique ministériel de l'ESR, Comité Technique d'Établissement, Commission Consultative Paritaire des agents non titulaires, Commission consultative des Doctorants Contractuels) n'a jamais permis de stopper les politiques néo-libérales.

Chacun-e le constate.

Avec la mise en oeuvre du processus de Bologne (dès 1998), la loi LRU et la loi sur l'ESR, une logique comptable et managériale a été imposée dans les universités : compétition par l'évaluation individuelle, primes au « mérite », gel des salaires et gel des emplois, réduction des droits à congés, régionalisation et ouverture des universités aux intérêts des entreprises privées notamment par la création de formations sur mesure, fusions d'établissements et COMUE, course aux classements, fermeture des filières, réduction du nombre d'heures d'enseignement, sélection des étudiants entrant à l'université par tirage au sort ou par quotas d'inscription, frais d'inscription plus élevés pour les étudiants étrangers, etc. Les normes, standards et exigences du monde capitaliste règnent désormais dans l'Enseignement supérieur et dans la Recherche, comme dans les autres services publics... avec la collaboration des syndicats qui servent de caution « démocratique » dans les instances.

La précarité dans l'ESR, cheval de bataille et priorité des syndicats depuis des années, n'a pas été résorbée. Au contraire ! Les conditions de travail ne cessent de se dégrader et la pauvreté d'augmenter.

La fragmentation organisée des luttes, les appels à manifestations catégorisées, les chapelets de jours de grève échelonnés et les luttes orchestrées pour finir agonisantes dans un faux dialogue social... ça suffit !

Sortons du piège d'une « démocratie » réduite au seul exercice d'un droit de vote octroyé magnanimement par des illusionnistes patentés : leurs projets pleins de superlatifs et de promesses chimériques se révèlent pour ce qu'ils sont, de simples baudruches.

Ne nous laissons plus abuser !

Reste-t-il aujourd'hui à l'Université du Mirail des syndicats « de lutte » qui défendent l'intérêt commun des personnels et des étudiants et non pas leur seuls intérêts ?

Refusons de voter !



À propos de « l'engagement » lycéen

En 2013, le ministère de l'Éducation Nationale instaure « Les semaines de l'engagement lycéen », dont la préoccupation majeure est d'accroître dans chaque établissement la participation des élèves aux élections internes, comme celles permettant de désigner les membres du C.V.L (Conseil de vie lycéen) ; l'enjeu étant de valoriser et de (re)consolider ainsi la légitimité de ce type d'instances « représentatives », qui, semble-t-il, ne suscitaient jusque-là que peu d'intérêt.

Des circulaires sont alors publiées, puis diffusées auprès des personnels d'Éducation (direction, conseillers principaux d'éducation, enseignants) afin de présenter cette mission de sensibilisation et tout son protocole d'application. En voici quelques extraits : Les élèves doivent être plus fortement encouragés à participer à la vie de l'établissement scolaire et à assurer pleinement leur rôle dans la communauté éducative (...) Un certain nombre d'initiatives sont d'ores et déjà prises dans ce sens : campagne de communication pour encourager la participation aux élections des conseils de la vie lycéenne (C.V.L.) à chaque rentrée scolaire (...) renforcement de la légitimité démocratique des représentants aux C.V.L. élus au suffrage universel direct, etc. (...)

Le vote est évidemment défini comme un acte incontournable, et la promotion de ce geste, présenté par essence comme « démocratique », jalonne de façon redondante ces textes officiels. Les recommandations ne manquent pas, et les moyens non plus, à l'image de cette heure de formation « citoyenne et républicaine », prise sur les heures de cours et devenue dès lors obligatoire pour chaque classe. À Nîmes, au Lycée Ernest Hemingway, un député est également invité pour intervenir en classes de seconde et mobiliser (entre autres) la jeunesse sur les enjeux de la représentation citoyenne dans notre république.

Dans cette dynamique d'éducation civique traditionnelle, les préjugés vont bon train. Notamment celui qui ne conçoit pas, dans une démocratie, d'autre processus que la représentativité électorale (donc la délégation de pouvoir), pour permettre à l'engagement individuel de s'exprimer et de se réaliser pleinement... Consentir qu'un petit

nombre de personnes parlent et décident pour le reste d'une communauté n'est en rien perçu comme une déresponsabilisation de la majorité des acteurs supposés, mais au contraire comme le signe d'un niveau d'implication et de conscience de vie collective quasi indéchiffrable...

Et bien sûr, très vite, ici et là, dans les réunions, les couloirs, les salles de classe, la cour du lycée, les propos moralisateurs se répandent autour de l'abstention, un concept qui ne peut être envisagé que sous l'angle de l'apathie, du désengagement, voire de l'irresponsabilité. Mais jamais sous celui d'une posture pleinement réfléchie...

La fréquence de ce discours est proportionnelle à celle qui s'écoule abondamment de la bouche des journalistes et des politiques, lors des rendez-vous électoraux. En effet, les promoteurs de ces théories simplistes et rabâchées sont nombreux et se trouvent partout, y compris dans les enceintes scolaires, donc : parmi les personnels de direction, CPE, enseignants, membres du C.A., délégués syndicaux, élus lycéens... autant de profils qui se réjouissent de cette initiative républicaine. Et, dans la ferveur ambiante, les injonctions à se saisir d'un bulletin de vote ne sont guère voilées dans les discours, au motif que ce rituel doit être considéré comme un devoir, soupire-t-on, même si, officiellement, à l'échelle « citoyenne », cela ne relève pas (encore) d'une obligation légale dans ce pays.

Avec son lot de glissements sémantiques sur la démocratie (notre régime serait un régime tout à fait démocratique...) et sur la notion d'engagement (s'engager, c'est voter), bref, avec une terminologie réduite, ce dispositif de communication, par sa chronicité et

l'insistance de ses moyens, ne peut écarteler sa ressemblance aux obsessions de toute propagande qui se respecte.

Une propagande d'État dit « républicain », ici, en l'occurrence. Car, oui, il faut bien appeler un chat un chat, et constater que cette mécanique de « sensibilisation » vise plutôt à marquer, imprimer les cerveaux, comme le ferait tout simplement un vulgaire processus de conditionnement. Ce discours n'est rien d'autre, et surtout rien de plus, qu'une réclame forcenée pour le système et modèle électoral dit « représentatif », que nous connaissons tous. Un martelage orchestré en amont, pour qu'une fois leur majorité acquise, ces futurs citoyens ne manquent pas d'aller aux urnes y désigner les « experts », qui décideront pour eux et pour tout le monde.

Curieuse continuité pour une école qui se défend de tout prosélytisme, via sa charte de la laïcité, et qui veille consciencieusement à fournir, par l'intermédiaire de ces messes planifiées, leur futur électoral aux partis politiques de tous bords...

On voit bien le dessous des cartes (ministérielles, gouvernementales), la raison d'État, et ses enjeux essentiels pour maintenir la « légitimité » des classes dirigeantes (aux couleurs variables, mais aux intérêts communs). Une légitimité en effet quelque peu chahutée actuellement par les taux non négligeables d'abstention.

La désertion des isolements, phénomène parfois croissant, tout au moins récurrent, est systématiquement pointée, dans tous les recoins de ce pays, comme un sérieux problème, voire un « fléau ». Les raisons profondes de ce phénomène ne sont interrogées et abordées que superficiellement dans les débats, et les motivations abstentionnistes ne sont pas considérées. Quant aux cascades d'histoires de corruption, d'affairisme, d'inégalités flagrantes (avec tous ces gros privilèges réservés aux « représentants du peuple »), elles sont toujours bien vite oubliées, ainsi que les longs cortèges de promesses non tenues.

Malgré la force de cette routine, les inquiétudes suscitées par l'abstention sont là, et laissent d'ailleurs présager des alignements (autoritaires) sur d'autres modèles d'État, comme celui de la Belgique, où le vote est obligatoire, sous peine d'amende ; cette question est en ce moment régulièrement évoquée dans les médias. Sous couvert de devoir citoyen, la tendance veut que le système « à la belge » ait en effet le vent en poupe. Il aurait en tout cas de quoi soulager tous les acteurs du pouvoir, que la nervosité titillerait inévitablement, si, à l'échelle de la société, le concept de « représentativité » était remis en question dans son « bien-fondé », conséquence logique de l'érosion évidente des fonctionnements institutionnels. Se rabattre sur une loi de ce genre, (qui, cela va sans dire, épargnera le débat d'une véritable réflexion autour du fonctionnement démocratique), permettrait une sécurité renforcée pour que l'oligarchie occidentale perdure, sous son masque « représentatif » et républicain, aussi vermoulu soit-il. En attendant que cet ajustement technique puisse se mettre en place, tel un verrou supplémentaire, il est forcément utile, pour l'État, de veiller à ce que son programme éducatif formate au mieux la jeunesse.

Voilà pourquoi les semaines de « l'engagement » lycéen ont été instituées.

Alors, puisqu'on nous serine sans cesse qu'ici, en France, nous sommes en démocratie, (une histoire autour de la souveraineté du peuple...), je pense que

nous pouvons aussi, chacun et chacune, réfléchir en compagnie des jeunes et des moins jeunes, (quels que soient d'ailleurs le cadre où l'enceinte dans lesquels on se trouve), à cette idée que la notion d'engagement n'est pas forcément incompatible avec le boycott des élections. Car il existe tout simplement l'abstention consciente, une autre posture, qui est d'abord le refus de cautionner son propre assujettissement aux pouvoirs de quelques-uns.

En effet, en tant qu'acteur responsable, on peut après tout commencer par rejeter le principe de s'en remettre aux décisions d'un petit groupe (ou les protagonistes de ces espaces clos ne représentent bien trop souvent qu'eux mêmes, et s'accaparent, de fait, la parole et la pensée des autres). On peut revendiquer cette position, tout en s'engageant, par exemple, dans des activités associatives, militantes, ou plus largement, dans une résistance concrète et permanente à toute forme d'arnaque et d'injustice.

Une réflexion sérieuse, profonde, doit être menée autour de ce terme fort qu'est l'engagement, au travers de références et de questionnements comportementaux, sociologiques, ethnologiques, philosophiques, existentiels... La matière ne manque pas*1, et il ne faut pas oublier que dans le domaine de la vie collective, des exemples d'organisation ayant privilégié des fonctionnements horizontaux et égalitaires ont déjà existé dans l'Histoire, et tentent toujours de se développer ; plusieurs situa-

tions ont vu, et voient encore, la pratique d'une participation réelle de chacun, chacune, aux décisions collectives (assemblées générales décisionnelles), et ou la fonction de simples porte-paroles, révocables, remplace par exemple celle des délégué(e)s-décideur(se)s habituel(le)s.

Alors oui, évidemment, cette notion d'engagement mérite d'être considérée, dans toute son amplitude. Elle doit être méditée, et questionnée selon tous les possibles, à défaut d'être livrée en pâture aux conceptions préfabriquées, et réduite par exemple à une modalité technique au service de la « représentativité républicaine », qui n'est qu'une gestion comme une autre des différents échelons de cette société pyramidale et marchande.

Un enseignant.

_1.- A titre d'exemples : P. Clastres, La société contre l'État, recherches d'anthropologie politique, Editions de Minuit, Seuil. J. Malaurie, Les derniers rois de Thulé, Terres humaines, Plon. Ne serait-ce que sous un angle historique, les collectivités espagnoles des années 36-39 et toutes les expériences de lutte, de résistance, ayant développé des principes de démocratie directe, méritent d'être également étudiées... Les exemples sont plus nombreux qu'on pourrait le croire et restent bien à l'ordre du jour.

Ni PIRL, NI GAZELLE : DES NOUVELLES DE NATAIS

La campagne Ni PIRL ni gazelle se poursuit : tractages et collages font écho au site internet du même nom.

Quand les patrons manifestent contre la prise en compte de la pénibilité sur les lieux de travail, nous, nous luttons pour l'amélioration de nos conditions.

En parallèle à cette campagne, je savoure avec un certain plaisir la présence chaque jour plus fréquente d'escabeaux « à l'ancienne » sur mon chantier. Et cela malgré l'interdiction et la surveillance drastique à laquelle nous devons nous confronter.

Comme quoi il n'y a pas de magie, il n'y a qu'en luttant par nous mêmes que nous pouvons obtenir des résultats.



Le feuilleton « Nataïs » n'est pas fini, loin de là. Au moment de mettre sous presse, nous venons d'avoir des nouvelles, en cours de vérification, des dossiers en prud'hommes, avec des décisions qui nous semblent bien curieuses : d'une part, les dossiers les plus solides auraient été rejetés, et un ouvrier aurait même été condamné à indemniser son employeur, alors qu'à l'inverse, le dossier qui était le plus fragile sur le plan juridique, celui de R.M., aurait été « accueilli » par le tribunal. Toutes les indemnités lui auraient été accordées. Le patron, si coriace, n'a pas fait appel. Quelques zones d'ombre étaient apparues dans l'affaire Nataïs au cours des derniers mois. En voici une de plus. Nous tentons de réunir toute la documentation nécessaire pour revenir plus à fond sur la question.

MANŒUVRES ET BASSES ŒUVRES

La société actuelle est imprégnée dans son ensemble par une idéologie issue d'un courant idéologique dont on entend parfois parler - mais si peu qu'il semble ne pas exister - un courant qui a su s'intégrer en silence. Le postmodernisme, c'est de cela qu'il s'agit, mine les mentalités*1. Il reflète la vision que la classe dirigeante jette sur le monde et, à ce titre, il ne peut être qu'un outil de régression sociale. Il est intéressant de décrypter divers événements récents en y démasquant la grille de lecture de cette idéologie pernicieuse, d'autant plus difficile à combattre qu'on ne la saisit pas toujours.

L'opposition au barrage de Sivens et la mort de Rémi Fraisse ont provoqué un vent de révolte qui aspire à se développer malgré la répression et la stigmatisation dont il fait l'objet. Pour ne pas répéter ce qui est écrit quelques pages plus loin, il ne s'agit pas, ici, de faire un inventaire ou un résumé de tous les témoignages écrits (ou filmés), mais de rappeler, tout d'abord, qu'il est vital pour la lutte - et qu'il appartient, de façon absolue, à chacun - de porter un jugement sur l'Etat, le capitalisme et leurs institutions, et ensuite de comprendre comment le couple Etat-capitalisme arrive à désorienter ceux qui, au départ, ont, a priori, de bonnes intentions. Ce texte n'a d'autre ambition que de constituer une contribution à cette réflexion et de lancer un appel à ce que chacun y participe. De fait, les positions que j'avance sont peut-être discutables ; mais à discuter réellement.

En tout cas, ces événements doivent inciter à réfléchir, et certaines choses doivent être dénoncées pour ce qu'elles sont vraiment, afin d'une part de les relier à la réalité politique et sociale et d'autre part de démythifier le discours dominant. Le fait que beaucoup de personnes se « reconnaissent » dans la lutte contre le barrage de Sivens devrait susciter de forts engagements. Globalement, de l'ensemble des questions liées à l'écologie, il ressort de plus en plus souvent que la rue - c'est-à-dire le peuple dans toutes sa diversité - remet en cause le cadre restreint dans lequel les partis, les syndicats et autres institutions entendent enserrer la contestation (salaires, licenciements et leurs indemnités, vote « protestataire »...). L'exploitation effrénée des ressources, le sens même de tous les projets (grands ou moins grands), aussi inutiles que mégalomaniques, entraînent de plus en plus d'opposition contre le productivisme capitaliste et contre la répression policière et judiciaire, consub-

stantielle à cette logique tyrannique. Un tel esprit de révolte ne peut être toléré par l'Etat, le postmodernisme lui fournit de quoi brouiller les pistes.

Le postmodernisme a en effet - et surtout - réussi la prouesse d'intégrer des pensées réactionnaires au sein des courants d'extrême-gauche et de tous les mouvements qui sont associés à la liberté et à la contestation. Sa vocation est en effet de falsifier le discours sur la réalité pour brouiller et désorienter les esprits. Le relativisme (un des « piliers » du postmodernisme) est devenu tellement prégnant qu'il conduit, souvent à défendre des positions réactionnaires tout en se donnant des airs humanistes. Un exemple, lié aux événements récents, est l'initiative des « white blocks » qui voudraient se démarquer des « blacks blocks », bien sûr. En fait, cela conduit à scinder le mouvement, à le fragmenter, en commençant par diviser l'ensemble entre « bons » et « mauvais » manifestants, « manifestants pacifiques » et « manifestants casseurs ». Cela n'est possible qu'en cédant à un sentiment de culpabilité. Ce relativisme aboutit alors à valider la version du discours dominant sur la « violence » des manifestants et des manifestations, violence préfabriquée et non intrinsèque. Ce qui, en réalité est, ici, visé et menacé, c'est la contestation elle-même, l'émergence d'une révolte véritable, l'éclosion d'un courant révolutionnaire toujours en gestation.

Ce même relativisme se retrouve dans le traitement médiatique qui met, cette fois-ci sur un pied d'égalité, le meurtre de Rémi Fraisse et la baisse du chiffre d'affaires des commerçants des centres-villes dans lesquelles ont eu lieu des manifestations. Ce n'est pas forcément facile à saisir, mais si l'on se donne la peine d'y réfléchir un instant, cet artifice devient évident. Peut-on décemment mettre en concurrence la mort d'un

jeune homme avec le chiffre d'affaire des commerçants ?

La psychose que créent les médias bourgeois et les « invitations » des flics à baisser le rideau des commerces - au prétexte du danger imminent des manifestations - ont pour but d'éloigner un maximum de gens du message que portent les manifestants. Le tout est qu'ils ne puissent pas s'y reconnaître. Le pouvoir essaie « subtilement » de monter différentes franges de la population les unes contre les autres.

Mais, le postmodernisme a d'autres facettes. Il est à l'œuvre lorsqu'un président se réclamant d'une droite « décomplexée » prend des postures de gauche, en se revendiquant de Guy Moquet, de l'héritage de Jean Jaurès, ou des « Lumières ». L'imposture est encore plus claire lorsque ce même ex-président déclare que, aujourd'hui, on ne parle plus de projet de société, mais de société(s) de projet(s) et qu'il tente de nous faire croire que nous sommes arrivés à la fin de l'histoire.

Accessoirement d'ailleurs, il est possible de comprendre la phrase précédente de deux façons. La première, celle d'une société humaine qui n'aurait pour seul horizon, pour seule ambition, que de faire des projets pharaoniques et rentables. La deuxième, celle de sociétés-business, entités qui ficellent des projets clefs en main pour le plus grand profit d'un groupe d'actionnaires. Dans les deux cas, il s'agit, au bout du compte, de faire tourner la machine capitaliste, coûte que coûte. Dans les deux cas, les grands projets, comme les centrales nucléaires, l'aéroport de NDDL, les barrages de Sivens ou d'ailleurs, le TAV, ou la zone commerciale du plateau de la Ménude (qui fut finalement abandonné suite à la pression des opposants), etc. se révèlent être aussi inutiles que coûteux (et pas qu'en argent).

Il faut, également, signaler que, l'entreprise d'aujourd'hui n'est plus seulement organique (usine), elle est, maintenant aussi, synonyme de projet (un aéroport ou un barrage, c'est une entreprise, dans la construction et dans l'exploitation).

Cette novlangue que l'on impose discrètement joue un rôle nuisible, c'est pourquoi il ne faut pas hésiter à réhabili-

ter les termes présentés comme dépassés, ringards ou archaïques mais qui sont riches de sens*2.

En fin de compte, si la confusion, le désengagement et la culpabilisation sont des objectifs du postmodernisme, il faut, pour bien l'appréhender, être conscient qu'il se dissimule, tant bien que mal, derrière de nombreux sophismes et qu'il se développe aussi bien à gauche qu'à droite.

Ainsi, à propos des événements de Sivens, il a été beaucoup question de « pacifisme ». Pourtant, lorsque sur une banderole il est inscrit « Rémi Fraisse, ni oubli, ni pardon », cela ne colle pas vraiment avec ce que revendique historiquement le pacifisme. Rappelons que le pacifisme est la recherche de la paix - pas de la résolution des problèmes - et que la volonté sous-jacente est d'éviter le conflit ou la guerre. Cela se fait au prix d'un compromis qui évacue l'idée de la lutte et qui implique, tôt ou tard, l'oubli et le pardon.

Les « white blocks » croient, naïvement, que les institutions agissent dans l'intérêt général, que les gouvernants sont d'honnêtes gens et que l'on finira bien par s'entendre avec eux, à condition que l'on soit dociles ou dans une contestation tout juste symbolique.

PACIFISME CONTRE NON-VIOLENCE

Ne pas être pacifiste ne signifie pas pour autant être violent. Cette « nuance » est très importante. La non-violence (qui est bien différente du pacifisme) n'évacue pas le conflit, elle est une action intelligente qui demande autant de détermination, plus de courage et de réflexion que « l'affrontement direct et violent ». Il ne me viendrait pas à l'idée de désavouer sur le fond ceux qui affrontent le système à coups de pavés pour des raisons politiques, mais je pense, qu'au stade actuel en tout cas, cela est instrumentalisé contre nous avec un certain succès. Et l'Etat le sait. C'est d'ailleurs pour cela, et ceci a été dénoncé sur les réseaux sociaux (vidéos à l'appui), que ce même Etat n'hésite pas à envoyer, purement et simplement ses flics et autres bac'queux, jouer les casseurs en entraînant ceux qu'ils peuvent dans leur sillage ; fabriquant ainsi les images nécessaires, d'une part, à la criminalisation d'une prise de conscience de la population et, d'autre part, à la propagande de l'Etat. Cela permet, aussi, dans la confusion générale,

des arrestations faciles, et arbitraires ; parfois même celles de simples passants qui ont eu le tort d'être là. Mais qu'importe. Le tout est de faire des images, du chiffre.

La revendication du pacifisme comme le propose l'initiative des white blocks ou le NPA signe, en réalité, le triomphe de la violence, celle de l'Etat. Dans la guerre sociale qui se déroule (avec des intensités variables d'une zone géographique à l'autre), il ne peut être question de paix. Il nous faut privilégier, autant que possible, la non-violence, mais en aucun cas, il ne faut enterrer le conflit ; ce serait absurde. Face à un Etat décomplexé, qui a par là-même pris l'initiative, il faut également bannir la crainte et la culpabilité qui ne peuvent être que des entraves à l'action et à la lutte, sans pour autant verser dans la violence. Difficile équilibre certes, mais qu'il faut continuer à construire pour inverser le rapport de forces. La lutte doit maintenant être décomplexée et déculpabilisée. Il faut se débarrasser des vieux préjugés, réhabilités et maquillés au goût du jour par l'idéologie postmoderne et prendre conscience que tout nous rapproche et que seuls les préjugés nous séparent. L'ambiguïté entre pacifisme et non-violence est une passerelle entre des courants et des aspirations qui peuvent converger sur certaines questions, mais finalement s'opposer sur d'autres de façon destructurante pour une dynamique sociale.

Autre type de confusion à signaler : celle que nous offre, par exemple, confortablement dissimulée derrière son image de victime du racisme (ce qui est une façon de sous-entendre qu'elle serait obligatoirement du côté des défavorisés), la ministre de la justice, garde des sceaux. Elle a, dans ses fonctions, la direction du ministère public (c'est-à-dire du Parquet). Elle est donc la personne qui donne les consignes d'intransigeance, de répression, à ce même ministère public. La magistrature debout (le Parquet) est tenue directement par la ministre de la justice. La magistrature assise, celle qui prononce les condamnations, soi-disant indépendante, est aux ordres et suit le mouvement, car bien des moyens indirects de pression existent pour la convaincre si nécessaire. Cela aboutit à des condamnations aussi injustes qu'arbitraires. Violences policières et répression judiciaire ne sauraient être utiles au

pouvoir sans fonctionner ensemble. Un exemple quasi-similaire de confusion entretenue, plus pervers même puisqu'à double coup, nous vient d'outre-Atlantique et démontre que les confusions sont les mêmes partout puisque les Etats véhiculent tous cette pensée unique : le postmodernisme.

Premier coup : Le traitement médiatique concernant la révolte légitime contre la décision de l'administration américaine de relaxer le policier meurtrier d'un jeune garçon, à Ferguson dans le Missouri, réduit cette affaire à une ambivalence entre la lutte contre une délinquance inévitable et une vague interrogation sur un excès de zèle policier motivé par le racisme. En réalité, la presse escamote soigneusement la question sociale. Rien, non plus, ne remet en cause le postulat que le communautarisme est quelque chose d'indépassable, et surtout, que celui-ci est une gestion capitaliste de la société, que le racisme qu'il contribue à entretenir n'est pas la cause, mais la conséquence de cet état de fait.

Deuxième coup : Obama, lui aussi « nécessairement » contre le racisme puisqu'il est noir, condamne fermement les débordements, signifiant ainsi que, finalement, le mouvement de contestation qui n'était déjà pas « social » n'est même pas « anti-raciste », bref, qu'il s'agit simplement d'une révolte de voyous, première victime incluse.

L'extension de la révolte aux Etats-Unis, comme en France, montre que les crimes partout se ressemblent, que les réactions sont identiques, et que les méthodes de dénigrement et le mépris des Etats sont les mêmes partout.

En bref, nous pouvons constater, au regard des mobilisations contre les violences policières et les grands projets mégalos, qu'un saut qualitatif est nécessaire et susceptible de se produire, et qu'une bonne analyse de l'idéologie dominante et de ses méthodes ne peut qu'y contribuer.

1.- Voir : « *Servitude et simulacre en temps réel et flux constant, réfutations des thèses réactionnaires et révisionnistes du postmodernisme* » de Jordi Vidal (Ed. Allia, 2007), « Le postmodernisme, nouvel âge de l'obscurantisme » dans notre n°139 2.- Voir « *Rendre invisible les ouvriers, réflexions au sujet d'une disparition sémantique* » dans notre numéro 141.

CONTRE L'ANTIRACISME, POUR LA GUERRE DE CLASSE

Avec un titre pareil, on va encore se faire des ami-es ! Pourtant, ce n'est pas une vaine provocation. Il s'agit ici de rappeler que « l'antiracisme » est une invention républicaine, de « gôche », afin de ne plus parler de la réalité : la lutte des classes*1. Que les riches distillent dans la population – à destination des plus modestes en particulier - un rejet de l'autre, nous ne disons pas le contraire, c'est une évidence. Mais ils et elles (les riches), à quelques exceptions près, ne sont plus « racistes » depuis des décennies...

Pour autant les riches*2. ont été farouchement racistes par le passé. Au 19e siècle, et même avant, l'esclavage des Noirs a permis d'augmenter la productivité. Car oui, le capitalisme s'est développé en partie grâce à l'esclavage*3. Nous pourrions aussi parler, plus proche de nous, de l'Apartheid, des politiques raciales aux USA... La colonisation, c'était également pour les « races inférieures » (ou contre elles plutôt...). Mais depuis, les choses ont changé. Nous en avons marre d'entendre « État raciste », « Sarko/Valls/ou qui vous voulez/ racistes ! ».

Premièrement, le racisme, ça entend qu'il y a différentes races. Nous, bêtement, on pense qu'il y a juste différentes couleurs, cultures... mais une seule humanité, divisée en classes sociales. Les progressistes, les humanistes... qui parlent de racisme en disant qu'il n'y a pas de races, sont encore une fois dans la confusion. Comment un bourgeois peut-il être raciste s'il ne reconnaît pas l'idée de races ? Bah tout simplement parce que comme ça, on peut être antiraciste, ça passe partout, et on ne va surtout pas au fond des choses.

Deuxièmement, et c'est là notre argument principal, la grande bourgeoisie (et cela partout) n'est pas raciste. Même quand elle est d'extrême droite, type FN (il y a des groupes ouvertement racistes, c'est un autre sujet). Valls, ou peu importe qui, n'ont rien contre « les noirs », « les jaunes », « les arabes », « les roumain-es »... Ils et elles s'entendent d'ailleurs parfaitement bien avec les bourgeoisies de ces pays-là, passent des accords avec*4, se vendent des armes... Bref c'est l'entente cordiale. L'exemple est fourni par l'État roumain qui siège dans les institutions européennes, alors que pour les travailleurs-euses, salarié-es ou non, de Roumanie, le voyage s'arrête à la frontière ! Si les bourgeois étaient

racistes, ils et elles considéreraient TOUTES ET TOUS les « noirs », « jaunes » etc. comme inférieur-es, et donc ne boufferaient pas à la même table*5. D'ailleurs, la bourgeoisie africaine a parfois collaboré dans les processus coloniaux c'est vous dire...*6

Par contre, la bourgeoisie a une haine véritable, une haine de classe, quelle que soit notre origine géographique. Pour elle, les pauvres, le prolétariat (salarié ou non), ce sont des moins que rien. Ils et elles ne comprennent rien*7. D'où la bonne charité chrétienne (tiens, ça s'appellerait pas syndicalisme aujourd'hui ?), l'humanitaire, etc. D'où l'autre face de la pièce : rafles, centres de rétentions administratifs, prisons, écoles de la servitude, licenciements, Pôle Emploi, CAF, assistant-es sociales.*8 Ce qui gêne la bourgeoisie, ce n'est pas l'origine géographique, mais l'origine de classe.

«We are all middle class now» (« Nous sommes maintenant tous de la classe moyenne ») disait Tony Blair, créant un incroyable consensus. Y compris à l'extrême-gauche, dans les faits (bien que toujours aussi marxistes...) : l'antiracisme permet d'effacer la lutte de classe et débouche sur l'union sacrée citoyenniste*9 C'est pourquoi les antifascistes parlent très peu de classe, d'État, de capitalisme (sinon ils perdraient les camarades syndicalistes, le Front national de Gauche, etc). Tout ça pave de fait la voie à un régime de type nationaliste : on instille la haine de l'autre chez les pauvres, et les « opposant-es » officielles font dans la confusion la plus totale*10.

A la CNT-AIT, on s'organise de manière autonome, entre pauvres de la classe exploitée, avec ou sans travail salarié. Nous parlons de guerre de classe, de guerre sociale, d'autonomie ouvrière. Des mots vulgaires (alors ima-

ginez, lorsque nous mettons tout ça en pratique!) à l'heure actuelle. Mais pour nous, ce qui nous unit avec les enfermés des centres de rétention administratifs et celles et ceux de l'usine, c'est notre appartenance à la même classe. L'antiracisme, c'est une baudruche, et on voit où elle nous mène... Reprenons le combat de classe, de manière autonome, ici et maintenant, contre la bourgeoisie, contre l'État.

Emiliano, CNT-AIT 63
avec les apports de M., CNT-AIT 34

1.-Pour celles et ceux qui pensent que c'est la paix, la paix sociale a fait 12 morts sous les coups des flics cette année, et 60 en prison... dans cette région du monde. 2.- Parlons franchement : la bourgeoisie, celle qui a des dents et qui nous mord quotidiennement. 3.- Esclavage parfois salarié : voir « *La révolte Luddite. Briseurs de machines à l'ère de l'industrialisation* » de Kirpatrick Sale, éditions l'Echappée (si ça peut vous donner des idées, c'est tout aussi bien...). 4.-Par exemple, les accords entre État français et État algérien sur le tri des migrant-es... 5.-Table qu'il va falloir sérieusement renverser, et vite, au lieu de quémander de s'y asseoir... 6.- Ou Obama qui défend le flic qui a tué Mike Brown, jeune noir, le 9 août 2014... 7.-Voltaire, cette Lumière, a bien dit que le peuple «... sera toujours sot et barbare [...]». *Ce sont des bœufs auxquels il faut un joug, un aiguillon et du foin.* » 8.- Qui a dit « les syndicats » ? 9.- Le citoyennisme, cette union sacrée de toutes les personnes vivant sous un même État (oui, toi le policier, toi le maton, toi la Le Pen, toi le Mélenchon, vous êtes des camarades) sera l'objet d'un autre article. 10.-Tel ATTAC Montpellier qui invite Chouard, nationaliste bien connu... mais citoyen, donc ça va.



UNE AMITIE BIEN PARTICULIERE DU ROI JUAN-CARLOS

Pour sauver le système monarchique face à l'immense rejet provoqué dans la société espagnole par la corruption et les magouilles de la cour, Juan Carlos a fait le choix de donner un petit coup de jeune à la couronne en abdiquant (au profit de son fils, rien ne doit se perdre).

Cette abdication a été l'occasion, dans les médias français, d'un concert de louanges sur cet individu qui aurait permis « d'assurer une transition démocratique » et qui, bien que roi, aurait finalement été un grand démocrate lui-même. La réalité n'a bien sûr rien à voir avec cette imagerie de pacotille. Un exemple parmi tant d'autres nous est donné par une des amitiés si particulières entretenues par Juan Carlos avec le dictateur Videla. Petit point historique donc.

Monarchiste, l'immonde Franco, qui à massacré, pourchassé et emprisonné durant des décennies, tous les opposants à son régime, en particulier les anarchosyndicalistes et les anarchistes, avait rétabli officiellement la monarchie dès 1947. Mais pas si vite, bien décidé à tirer un immense profit personnel de son criminel coup d'Etat, loin de remettre sur le trône le roi légitime (pour un monarchiste s'entend), il s'était proclamé régent et avait gardé tout le pouvoir entre ses mains. Pour préparer sa suite, il avait formaté deux individus, l'amiral Carrero Blanco (une sorte de clone) et le prince Juan Carlos. Franco meurt en 1975^{*1}. Carrero Blanco, qui devait être le chaperon du futur roi, a malencontreusement sauté sur une bombe de l'ETA deux ans avant. Il ne reste plus que Juan Carlos pour continuer « l'œuvre » franquiste. Il ne s'en acquittera pas si mal que ça.

À l'autre bout de la terre, Le 24 mars 1976, la junte militaire Argentine avec à sa tête le général Videla, fait un coup d'Etat, et chasse du pouvoir Isabel Peron (qui était loin d'être une « démocrate »). Ces types établissent immédiatement une dictature militaire des plus sanglantes. Cette répression a un coût financier important. Alors que la dictature n'a que deux mois, Videla se rend compte, qu'il a déjà dépensé 70 % du budget annuel argentin, presque uniquement en répression policière et militaire (quatre cent millions de dollars). A court d'argent, la junte militaire cherche une aide financière et frappe à la porte de la « jeune démocratie » espagnole.

Elle sera particulièrement bien accueillie. Une coopération entre les

deux pays va naître. Dès le 1er juillet 1976, le roi Juan Carlos reçoit dans son bureau le général Leandro Enrique Anaya, ambassadeur de Videla en Espagne. Juan Carlos promet à Videla la venue de son ministre de l'Economie, dans l'intention de sortir de la panade financière la dictature militaire Argentine. Banquiers, investisseurs et industriels espagnols sont mis dans le coup. Le commerce de la viande (qui été gelé depuis 1970) reprend, et rien qu'avec ça, la junte militaire argentine fait rentrer quelques millions de dollars dans ses caisses.

L'ENTENTE CORDIALE DU « ROI-DEMOCRATE » ET DU DICTATEUR

Très rapidement, toutes les portes des ministères, des banques, des investisseurs en tous genres sont grandes ouvertes à l'exécutif Argentin. Exemple de l'orgie politico-financière : le 22 juillet 1976, le ministre de l'Économie argentin Martínez de Hoz organise en Espagne un repas où sont présentes 64 personnalités espagnoles dont les ministres du Commerce, de l'Industrie et du Logement, ainsi que les présidents des principales banques et entreprises ibériques. Tout ce beau monde est réuni pour parler des « relations entre l'Espagne et l'Argentine ». De nombreux engagements, souvent secrets, sont signés entre les deux partis, jusqu'en 1983. Un crédit de 50 millions de dollars est immédiatement accordé à la dictature.

Sous le gouvernement d'Adolfo Suarez, l'un des hommes de la transition dite « démocratique », le soutien économique à la dictature bat son plein. Au-delà des juteuses « affaires », le très

démocratique gouvernement espagnol de l'époque, a aussi été un acteur actif dans la répression des opposants. Suarez organise la répression contre les réfugiés argentins sur le territoire espagnol lui-même. La dictature argentine a pour point d'entrée en Espagne son ambassade. Sa mission : contrôler les exilés argentins et contrebalancer les dénonciations internationales contre le régime militaire de Videla. Les deux gouvernements vont même jusqu'à échanger leurs « connaissances » en termes de répression, de torture, de meurtre politique. Des membres de la Guardia civil vont « se former » en Argentine et vice versa.

JUAN-CARLOS A TOUT COUVERT

Dès le tout début du coup d'Etat, le pouvoir espagnol sait tout de la monstruosité du régime argentin. L'ambassade d'Espagne à Buenos Aires et ses consulats en Argentine n'ont pas passé un jour sans recevoir des appels téléphoniques de familles paniquées, en recherche d'un de leur proche disparu. Mais jamais l'Espagne de Juan-Carlos n'a répondu à ces appels à l'aide. Et pas plus qu'elle n'a aidé les réfugiés sur son sol. Juan Carlos a couvert toutes les monstruosité, comme le Campo de Mayo, véritable camp de concentration. Au total, environ 700 ressortissants espagnols ont été victimes de la dictature argentine, dans le plus grand silence des autorités espagnoles. Plus de 30 000 autres personnes ont « disparu ».

Pendant tout ce temps, Videla reçoit de Juan Carlos toutes les décorations prestigieuses, et le gouvernement espagnol s'arrange avec probablement la complicité d'autres gouvernements « démocratiques », pour que l'Argentine soit présente aux grandes réunions internationales, comme la commission des droits de l'homme par exemple. Un comble

1 - Trois chefs d'Etat assistent à ses obsèques : le prince Rainier III de Monaco, le roi Hussein de Jordanie et le dictateur chilien Augusto Pinochet. Tout un symbole.

ALEXANDRE GROTHENDIEK

A ce moment-là, nous n'avions jamais entendu parler de Grothendiek*1. Nous savions que c'était un mathématicien – c'était écrit sur la couverture de sa revue - pas que c'était un « savant », un des plus grands mathématiciens de tous les temps. Nous ne savions pas plus qu'il était le fils de militants anarchistes résolus. Mais l'intérêt n'aurait pas été plus grand si nous l'avions su.

L'un d'entre-nous (Pierre M.) avait trouvé, je ne sais ni où ni comment, le premier numéro de sa revue, une sorte de fanzine ronéotypé, à l'apparence plutôt minable et au tirage confidentiel, dont le titre était « Survivre »*2. Je me souviens avec une certaine émotion du compte-rendu détaillé qu'il nous en fit lors d'une réunion de militants de la CNT-AIT de Toulouse, au tout début des années 70. Il y avait dans ces pages beaucoup de choses qui nous étaient familières et que nous partagions (en particulier la dénonciation du lobby militaro-industriel), d'autres qui nous hérissaient le poil, mais surtout, et même si c'était un peu « en passant », quelque chose qui, jusque-là, ne nous avait pas frappés et qui nous parut, d'un coup, de la plus grande pertinence : la fragilité de la terre et de la « Vie » avec un grand « V », les risques que font peser sur elles la dévastation de l'environnement et la pollution et donc la nécessité d'une prise de conscience écologique. C'est une évidence pour (presque) tout le monde aujourd'hui, mais, il y a plus de 40 ans, c'était comme si un voile venait de se déchirer sous nos yeux.

La lecture de « Survivre » ne fit pas de nous des militants « écologistes », d'autant que si Grothendiek est aujourd'hui reconnu comme le fondateur de « l'écologie politique », sa pensée politique nous apparut bien faible. La revue en effet ne faisait aucun lien entre l'organisation économique de la société (le capitalisme) et les destructions environnementales qu'elle dénonçait, pire même, elle rejetait la notion de lutte des classes. De telles faiblesses idéologiques ne pouvaient que nous faire pronostiquer des évolutions négatives.

Cependant, nous n'avons pas jeté le bébé avec l'eau du bain, et, dès cette époque nous avons intégré l'apport écologique dans l'élaboration de la pensée globale qui est celle de la CNT-AIT. De

ce point de vue Grothendiek a donc été un contributeur à notre pensée et c'est pourquoi il me paraît légitime de saluer sa mémoire.

Pour en revenir à « Survivre », ce qui faisait la force de la revue, c'était sa sobriété (dans la forme) et sa volonté de s'attaquer aux problèmes (militarisation de la recherche, technoscience, pollution...) par un effort lucide, par une réflexion rationnelle pour ne pas dire rationaliste. Pour cela, « Survivre » annonçait un programme robuste de diffusion de connaissances scientifiques dans des domaines où l'ignorance militante est en général énorme, comme par exemple la biologie.

Cette approche nous semblait riche de conséquences. Mais, dans l'après 68, un tel message était, en dehors de quelques groupes comme le nôtre, parfaitement inaudible. D'un côté, il se heurtait à la rigidité intellectuelle et au verbiage en boucle des maos, des trotskistes, des « marxistes-libertaires », pour lesquels la pollution, la destruction de l'environnement ne pouvaient être que de faux problèmes (puisque Marx, Mao, Lénine, Staline, Trotski ou Daniel Guérin – suivant le dieu de chacun – n'en parlaient pas « dans leurs œuvres complètes ») ; de l'autre, il y avait une énorme mouvance crypto-libertaire, mao-spontex, ou voulant « retourner à la nature » qui, avec des slogans tels que « sous les pavés, la plage », se proposait de « jouir sans entrave » en prenant ses « désirs pour la réalité ».

LE DILEMME DE SURVIVRE

Consciemment ou pas, « Survivre » se trouva donc face à un dilemme : continuer sa route quelque peu solitaire, en espérant qu'avec le temps son message finirait par être entendu ou bien « s'adapter » à la clientèle potentielle en adoptant les « codes » de cette dernière quitte à diluer (et parfois abandonner) ses positions initiales. « Survivre » ne

resta pas longtemps une revue austère. Des dessins humoristiques apparurent très rapidement, le ton changea, le programme de diffusion de la culture scientifique fut oublié, la pensée rationnelle s'effaça au profit de propos plus ou moins fumeux. L'adjonction au titre initial, jugé trop pessimiste, de « et Vivre » signa pour nous la défaite idéologique des initiateurs du projet. C'est du moins ainsi que nous l'analysâmes à ce moment et cela me semble toujours vrai*3. Cette revue et le mouvement dont elle était l'expression, bien que très radicaux et prometteurs dans le domaine de l'écologie, disparurent en peu d'années, laissant finalement comme « héritiers » des Verts bien mous et parfaitement intégrés*4.

L'exemple de « Survivre » est à méditer, car le dilemme devant lequel se trouva la revue est en permanence celui du mouvement libertaire : faut-il tenir la ligne de crête des principes (en intégrant dans le corpus idéologique des éléments nouveaux de valeur, telle l'écologie) ou bien faut-il s'adapter à l'air du temps, se plier aux modes et codes du moment, et, insensiblement abandonner le projet initial ?

Un autre point me semble digne de réflexion. A un moment où l'une des modes, des « airs du temps » dont nous venons de parler, est de revendiquer des « racines », de se cramponner à « son patrimoine culturel » (au contenu souvent piteux), de vouloir instituer en Etat sa région, la vie et l'œuvre de Grothendiek viennent souligner combien la nouveauté, la richesse intellectuelle (et pour ce qui est de Grothendiek, le génie) surgissent du mélange, du hachage à la moulinette, d'une multitude d'apports intellectuels. Sa première formation, il la doit à ses parents : Johanna Grothendiek, sa mère, lui apporta quelque chose des Pays-Bas et du protestantisme dans lequel elle avait été élevée. Elle lui apporta également l'anarchisme dont elle fut une militante ardente. Son père Sacha Shapiro, militant anarchiste également*5, lui apporta quelque chose venu du judaïsme, du Yiddishland et de l'Ukraine où il était né.

Alexandre Grothendiek s'imprégna ensuite d'un apport allemand, étant scolarisé chez un pasteur luthérien de Hambourg, puis d'un apport français (scolarité au collège cévenol de Chambon-sur-Lignon, études à Montpellier). Il puisa également au Brésil, aux USA, au Canada... tous pays dans lesquels il travailla. Alexandre Grothendiek a été un citoyen du monde*6, la force de sa pensée s'explique, pour partie au moins, ainsi.

1.- Alexandre Grothendiek est décédé à Saint-Girons (Ariège) ce 13 novembre 2.- Et non (tout de suite du moins) « Survivre et Vivre », comme on a pu le lire dans les articles nécrologiques parus ces jours derniers dans la grande presse 3.- L'objectif de « Survivre » était de faire comprendre que la disparition de l'humanité avait une probabilité importante de se réaliser. Les rédacteurs initiaux, point naïfs, savaient que c'était « énorme », de l'ordre de « l'inconcevable », mais ils avaient créé la revue pour tenir cette ligne de crête idéologique. L'adjonction de « et Vivre » était une abdication devant ceux qui voulaient bien se donner quelques frissons avec la pollution mais qui ne pouvaient concevoir qu'une extinction de l'espèce (et de la vie en général) fût possible. 4.- Les jeunes écologistes radicaux d'aujourd'hui sont sans lien direct avec l'œuvre de Grothendiek (dont ils devaient même ignorer le nom jusqu'à sa mort), même si, en quelque sorte, ils la retrouvent. 5.- J'ignore s'il avait un lien de parenté avec le militant bien connu de l'AIT Alexandre Shapiro. 6.- Officiellement, il a d'ailleurs été très longtemps apatride.

Comment dit-on « récidive » en patois ?

S'il y a deux spécialités dans lesquelles le Conseil général du Tarn est passé maître, c'est bien ... la récidive et le patois.

Il suffit de consulter son site pour constater à quel point il a fait de la diffusion du patois son cheval de bataille. Et vas-y que je te tartine des pages et des pages. Et vas-y que je te subventionne.

Sa capacité de récidive est moins connue, mais tout aussi forte. Car si les élus tarnais couinent que le « droit » est violé, puisque leurs décisions concernant le barrage de Sivents sont contestées par la population, ils ne se gênent pas pour violer eux-mêmes les décisions de justice.

En clair, cela fait exactement 17 ans qu'ils assument un barrage totalement illégal : celui de Fourogue. En effet, le 16 octobre 1997, le tribunal administratif de Toulouse avait ordonné l'arrêt du chantier. Le conseil général a fait pour suivre les travaux malgré cette décision du tribunal qui s'imposait à lui. En 2000, rebelle : la Cour administrative

d'appel de Bordeaux condamne définitivement le barrage.

Que pensez-vous qu'à fait le Conseil général du Tarn ? Il a ignoré la décision de justice et s'est assis sur le droit. Quant au préfet il n'a pas trouvé un seul gendarme mobile pour faire arrêter les travaux. Un problème de sous-effectif, sans doute...

Le barrage illégal a donc été construit, avec les mêmes protagonistes que celui de Sivens (la célèbre compagnie des coteaux de Gascogne, le conseil général), avec les mêmes défauts (surdimensionnement, effets catastrophiques sur l'environnement...). 17 ans après, il est toujours là, toujours illégal.

Mais quel est le lien entre les deux (je veux dire entre le patois et le barrage). Il y en a au moins deux. Le premier, c'est de constater que les occitanistes ne mordent pas la main qui les nourrit. S'il y a un courant qui est bien absent dans la lutte c'est le leur. Défendre « el país » que l'on défigure ne les intéresse pas plus que leur première couche culotte. Le second, c'est qu'il démontre combien les potentats locaux, tout imprégnés de pseudo culture locale, se comportent comme l'Etat central qu'ils dénoncent tant... et dont ils constituent un rouage essentiel.



Nous rencontrer

Dans le 34 : cnt-ait34@outlook.fr

_Paris : contact@cnt-ait-paris-nord.fr

_Clermont-Ferrand cntait63@gmail.com

2, Place Poly 63100 Clermont-Ferrand, permanence (avec bibliothèque gratuite) tous les samedi, 16h-19heures.

_CNT-AIT du Gard. Pour tout contact, s'adresser à la Bourse du travail d'Alès ou à l'Union régionale.

_Montauban : contact à la table de presse, les samedi, 10 h 15 à 12 h au marché du Jardin des plantes

_Toulouse : CNT-AIT, 7 rue St Rémésy 31000 (métro Carmes ou Salin). Permanence tous les samedi 17 à 19 h. Egalement aux Puces (place St Sernin) le

dimanche en fin de matin. Tables de presses périodiques dans les quartiers (Bagatelle, Faourette, Mirail) et à l'université (UTM).

_Dans le Gers, *Anarchosyndicalisme !* est diffusé par la librairie « Les petits papiers » rue Dessolés. Pour prendre contact avec la cnt-ait : sia32@no-log.org

_Quercy-Rouergue, prendre contact avec : cnt-ait-quercy-rouergue@mailoo.org

_Autres départements de Midi-pyrénées : prendre contact avec le journal.

_Une « Initiative CNT-AIT » est en cours de constitution dans le Volvestre. (cnt-ait-volvestre@ouvaton.org) Toutes les personnes intéressées par cette démarche sont les bien venues.

_Perpignan: CNT-AIT, 9 rue Duchalmeau 66000. Permanences chaque samedi à par-

tir de 15h.

_Caen : BP 2010, 14089 Caen Cédex. Table de presse chaque dimanche au marché, tous les mercredis sur le Campus 1 (sous la galerie vitrée).

_Lyon : Contact : Gé ou Rob, Librairie la Gryffe, 5 rue Sébastien Gryffe, 69007.

_Dans l'Yonne CNT-AIT : http://gasycntait89.over-blog.com

_Pour le département des Landes, mail : interco.landes@free.fr

_Pour Monceau et sa région, on peut contacter l'Initiative :

cnt.ait71@gmail.com

_Ailleurs nous contacter

MONTPELLIER :

La CNT-AIT présente l'exposition « Vivre l'Utopie » du 8 au 12 décembre dans les locaux du Centre Ascaso (derrière la gare).

VALLS : FAIBLE AVEC LES FORTS, FORT AVEC LES FAIBLES

C'est une situation digne d'une fable de Lafontaine, une fable qui pourrait s'intituler « Le Loup et le Lion qui se jouent de l'Âne ». L'Âne ici, c'est nous, les gens modestes, les sans-dents. Quand au Lion c'est l'Etat qui travaille pour le Loup capitaliste.

La fable se déroule dans les rues de nos villes. Le Loup, quand il manifeste le fait avec la pleine autorisation du Lion. Il peut à loisir casser, bloquer, répandre des tonnes de fumier, inonder de lisier, torturer et tuer des animaux en public... Il peut se munir d'armes (fusils pour les chasseurs) ou d'armes par destination (grenades agricoles, fourches, puissants véhicules...). Tout lui est permis. Exemple : rien que dans notre petite ville de Valence (65 000 habitants), le dernier passage de la FNSEA c'est soldé par plus de 70 000 euros de dégâts directs (sans compter les dégâts collatéraux), soit plus de 1 euro pour chaque habitant. Des copains de Marseille m'ont fait savoir que la FNSEA a bombardé de pommes les CRS qui protégeaient la DREAL (Direction régionale de l'environnement) et même leur a fait péter au nez des bombes agricoles. Malgré ces violences, une délégation était ensuite royalement reçue en préfecture. D'après le ministère de l'intérieur lui-même, la dernière vague de manif de la FNSEA de ce début novembre a laissé une ardoise de 70 millions d'euros (pour la totalité du pays).

Mais que fait la police face à ces hordes, à des dégâts aussi couteux, vous demandez-vous certainement. Elle fait ce que son maître, le Lion, lui dit de faire. Ou plutôt de ne pas faire. A de rarissimes exceptions (deux interpellations à Amiens, sans aucune suite judiciaire,...) les casseurs ont pu repartir comme ils étaient venus, en toute tranquillité, aux commandes de leurs tracteurs rutilants. La FNSEA avait deux grands objectifs : continuer à être des assistés de luxe (en recevant les millions et les millions de subventions que cette Europe honnie octroie aux chefs d'entreprises agricoles productivistes) et conserver le droit de

polluer. Le Loup ayant parlé, le Lion n'avait plus qu'à se taire. C'est ce qu'il a fait, la queue entre les jambes, il s'est aplati devant ces revendications.

N'en déduisez pas que le Lion est devenu... végétarien. Quand il s'agit de l'Âne, là, il sort ses dents et croque à belles dents dans la chair vivante.

Les manifestants, pour non-violents qu'ils aient été, qui s'opposent aux projets insensés, qui dénoncent les violences policières, qui se battent pour leurs droits fondamentaux... en savent quelques choses. Ils en prennent plein la g... avant d'avoir fait le centième de ce que fait tout tranquillement la FNSEA.

Ne cherchez pas ici de morale. Le Loup capitaliste et le Lion étatique ignorent ce que ce mot veut dire.

Il paraît que la république se vit à visage découvert... pas pour tout le monde.

Sur notre photo, prise lors d'une manifestation contre les violences policières, des flics en civil (au moins arborent-ils un brassard...) en jean et blousons de cuir, sont... masqués : cagoules pour les uns, foulard blanc pour un autre, lunettes de soleil, visière de casque... bref, le visage totalement dissimulé, en plein espace public. Ils doivent pas avoir lu l'affiche, dans les commissariats, ou alors, ce qui est bon pour les uns n'est pas bon pour les autres. Il paraît pourtant que la loi est la même pour tous...

La République se vit à visage découvert
dans tous les lieux publics : parcs publics, transports en commun, commerces et centres commerciaux, établissements scolaires, bureaux de poste, hôpitaux, tribunaux, administrations...



Nul ne peut, dans l'espace public, porter une tenue destinée à dissimuler son visage.
Loi du 11 octobre 2010 relative au visage et du 11 avril 2011

Pour plus d'informations, un site internet est à votre disposition : www.visage-decouvert.gouv.fr

